

Après- demain

Organe
de la Fondation
Seligmann

N° 13 (NF) — 1^{er} trimestre 2010 — Le numéro : 9 €

APRÈS NOUS... QUEL MONDE ? QUELLE SOCIÉTÉ ?

PIERRE JOXE

La France et l'Europe dans le monde de demain

JACQUES DELORS

Retrouver du sens

PASCAL LAMY

Mondialiser le social-démocrate

BRICE LALONDE

Pour que demain soit désirable

BERTRAND DELANOË

Quel vivre ensemble dans nos villes de demain ?

CATHERINE WIHTOL DE WENDEN Cinq thèmes clés pour les migrations internationales

PATRICK BAUDOUIN ET SOPHIE BESSIS

Liberté, égalité, fraternité, laïcité :
mythe ou réalité ?

PASCAL PEREZ

Jusqu'où les "digital natives" transformeront-ils le monde ?

CATHERINE LALUMIÈRE

Le modèle européen au défi du XXI^e siècle

BERNARD GUETTA

L'Europe ou le retour de la géographie

LES ACTIONS DE LA FONDATION SELIGMANN

EXEMPLE À SUIVRE :

Le roman d'aventures de Lecture 2+

A LIRE :

Les livres qui ont retenu l'attention d'Après-demain

SÉLECTION D'APRÈS-DEMAIN :

Georges Picquart - Dreyfusard, proscrit, ministre

Directrice : Françoise Seligmann

Rédaction, administration : BP 458-07 - 75327 Paris Cedex 07

Non vendu dans les kiosques

ISSN 0003-7176

www.fondation-seligmann.org

Renseignements en dernière page

Prochain numéro :

**SERVICE
CIVIQUE**

Auteurs et idées-clefs de ce numéro

Dossier réalisé sous la direction de Françoise Seligmann

Page 3

(Editorial) La France et l'Europe dans le monde de demain

par **Pierre Joxe**, membre du Conseil constitutionnel ; il a été député de Saône-et-Loire, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, ministre de l'Intérieur, ministre de la Défense, Premier Président de la Cour des comptes.

Le monde de demain sera à la fois plus riche et plus savant, plus cosmopolite et plus égalitaire que celui d'hier, mais cela peut ne pas plaire à tout le monde, car cet enrichissement, ces progrès de la connaissance et de l'égalité, se feront principalement au profit des peuples qui furent les plus pauvres. Ceux qui travaillent le plus, ceux qui progressent le plus, ceux qui « émergent », ce sont les peuples qui ont été les plus exploités, les plus pillés et les plus massacrés au cours des derniers siècles. Mieux vaut s'y préparer.

Page 7

Retrouver du sens

par **Jacques Delors**, inspirateur du projet de "Nouvelle société" auprès de Jacques Chaban-Delmas de 1969 à 1972, il est notamment à l'origine des contrats de progrès, et de la loi sur la formation permanente (1971). Ancien ministre de l'économie, des finances et du budget, il a été pendant 10 ans (1985-1995) Président de la Commission européenne. Pendant son mandat, ont eu lieu l'élargissement de l'Europe communautaire, l'adoption de l'Acte unique européen, la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC), la signature des Accords de Schengen et du Traité de Maastricht (1992).

Depuis les années 1990, les appels à redonner sens à notre vie collective se sont multipliés. Au point que le concept s'est banalisé, à force d'être évoqué à tort et à travers. Il faut d'abord restaurer l'esprit public, fondé sur un pacte social où la reconnaissance des droits de chacun s'accompagne de l'acceptation des devoirs du citoyen. Cet esprit public doit procéder de l'exemplarité, valeur mendésiste trop oubliée. Ecouter et expliquer. Et aussi donner l'exemple par sa façon de se comporter, attentif aux autres sans faire d'une compassion théâtralisée la réponse aux angoisses et aux préoccupations des citoyens.

Page 11

Mondialiser le social-démocrate

par **Pascal Lamy**, directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), il fut conseiller du ministre de l'Economie et des Finances, Jacques Delors (avril-juillet 1984) et directeur adjoint du cabinet du Premier ministre, Pierre Mauroy (1983-1984). Il a exercé les fonctions de directeur de cabinet du Président de la Commission européenne, Jacques Delors, de 1984 à 1994. Il a été commissaire européen au commerce sous la présidence de Romano Prodi.

Alors que le capitalisme de marché vient de connaître un sésame sans précédent dans sa globalité, sinon dans son ampleur, la social-démocratie est inaudible et affaiblie sur le continent qui l'a vu naître en réaction aux excès du même capitalisme. Les priorités de la social-démocratie doivent se déplacer du niveau de l'État-nation au niveau mondial. En faisant de la régulation globale du capitalisme de marché un enjeu équivalent à celui que fut, au XIX^e siècle, la mise en place du "welfare state". Sur des terrains bien identifiés : droits de l'homme, macroéconomie, social, commerce, santé, environnement. C'est un espace politique nouveau à construire, dans un monde qu'il faut accepter de "désoccidentaliser".

Page 14

Pour que demain soit désirable

par **Brice Lalonde**, ambassadeur chargé, pour la France, des négociations internationales sur le changement climatique depuis 2007 ; ancien ministre de l'Environnement, fondateur du mouvement "Génération écologie".

L'écologie a modifié profondément la vision du monde de nos contemporains. La plupart des dirigeants savent que le changement est indispensable, mais il faut encore que la population soutienne les réformes requises. Trois directions paraissent nécessaires : l'ouverture au monde, le sens de la durée, la foi dans le progrès. Quant à l'écologisme, il lance un défi à la politique : dans les négociations actuelles sur le climat, certains Etats craignent d'avantage les mesures prises pour lutter contre le changement climatique que le changement climatique lui-même ! Ils voient le futur emplir de menaces et de privations. Nous manquons des images d'un futur désirable.

Page 17

Quel vivre ensemble dans nos villes de demain ?

par **Bertrand Delanoë**, maire de Paris depuis 2001. Il est Président de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) depuis 2001.

Nos villes sont désormais à l'image du monde, cosmopolites et hyperconnectées. La ville, c'est la rencontre des générations, des itinéraires et des cultures, mais on ne créera pas cette ville de demain sans les citoyens. Il s'agit donc de témoigner notre solidarité à des habitants trop longtemps enclavés, négligés, oubliés en leur disant cette vérité d'évidence, traduite en actes : vous appartenez pleinement à la communauté. L'égalité territoriale, dans une grande métropole, est l'autre nom de la justice sociale.

Page 21

Cinq thèmes clés pour les migrations internationales

par **Catherine Withol de Wenden**, est directrice de recherche au CNRS (CERI) et docteur en sciences politiques, spécialiste des migrations internationales, consultante pour l'OCDE, la Commission Européenne, "external expert" pour le HCR.

Les migrations internationales sont l'un des grands enjeux du XXI^e siècle. En quarante ans, le chiffre des migrants a triplé dans le monde, des pays de départ sont devenus des pays d'accueil et de transit, la plupart des Etats du monde sont aujourd'hui concernés soit par le départ, soit par le transit, soit par l'accueil. Dans cette nouvelle donne, de nombreux thèmes sont émergents. Ils ont tous une dimension internationale, bouleversant l'ordre étatique par l'ampleur mondiale ou régionale de leurs enjeux, l'incapacité des Etats à y répondre seuls, le rôle des migrants et de leurs réseaux transnationaux comme acteurs individuels et collectifs.

Page 24

Liberté, égalité, fraternité, laïcité : mythe ou réalité ?

par **Patrick Baudouin** et **Sophie Bessis**. Patrick Baudouin, est avocat au barreau de Paris, président d'honneur et conseiller juridique de la FIDH (Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme). Sophie Bessis, est directrice de recherche à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques de Paris (IRIS) et secrétaire générale adjointe de la FIDH.

La France a une religion d'Etat, qui se résume en quatre mots : **liberté, égalité, fraternité, laïcité**. Depuis plus de deux siècles pour les trois premiers, un siècle pour le quatrième, la République s'est faite le héritier des principes dont ces termes sont porteurs. Aujourd'hui, l'égoïsme, l'injonction faite aux pays du sud de respecter la liberté de circulation des capitaux et des marchandises quand celle des hommes et des femmes est interdite, sont en train de les vider de leur sens. A trop vouloir conserver intact leur statut et protéger leur richesse en interdisant à tous les damnés de la terre de se déplacer librement sur la planète, les Etats occidentaux pourraient bien être les fossoyeurs d'une devise que la France est justement fière d'avoir choisie.

Page 28

Jusqu'où les "digital natives" transformeront-ils le monde ?

par **Pascal Perez**, directeur du Cabinet "Formules Economiques Locales".

La jeunesse mondiale est numérique, "**digital native**", elle crée un nouveau monde virtuel qui va influencer le devenir du monde réel. Facebook réunit 275 millions de terriens dont la moitié se connecte chaque jour. En France, 60% des inscrits ont moins de 30 ans. L'utilisation intense, volatile et inventive des communications électroniques par les nouvelles générations constitue un ferment puissant de transformation de la condition humaine. La puissance des communications électroniques est bel et bien entre les mains des jeunes, de ceux qui produisent déjà ce monde nouveau, virtuel, qui, progressivement, remplacera le monde ancien.

Page 32

Le modèle européen au défi du XXI^e siècle

par **Catherine Lalumière**, Présidente de la Maison de l'Europe de Paris et de la Fédération Française des Maisons de l'Europe (F.F.M.E.), ancienne ministre, ancienne vice-présidente du Parlement européen.

La construction européenne a beaucoup apporté mais elle a besoin d'un soutien populaire. Réciproquement, les citoyens eux-mêmes ont besoin de connaître leurs droits et leurs devoirs afin d'agir en connaissance de cause et d'assumer pleinement leurs responsabilités civiques. On doit, aujourd'hui encore, constater un malaise qui se traduit par l'incapacité, pour beaucoup, de répondre à cette question, apparemment simple : L'Europe ? Pour quoi faire ? Pourtant s'est constitué un modèle de société qui présente des caractéristiques fortes : reconnaissance et respect des droits de l'homme et de leur liberté ; effort vers la solidarité et la justice sociale ; recherche du bien-être matériel par une économie prospère. Ce "modèle", à la base de la construction européenne depuis 1945, devrait être l'inspirateur de ce que fera l'Union dans le siècle qui commence.

Page 36

L'Europe ou le retour de la géographie

par **Bernard Guetta**, journaliste, essayiste. Il est actuellement chroniqueur à "France-Inter" et à "Libération", Prix Albert Londres 1981 pour sa couverture des événements de Pologne, a été correspondant du "Monde", à Varsovie, Washington et Moscou, rédacteur en chef de "L'Expansion" et du "Nouvel Observateur", éditorialiste à "L'Express".

L'Histoire est en marche, et il n'y a personne pour canaliser sa fureur, même plus l'Amérique. Il nous faut parvenir à bâtir un équilibre des puissances qui ne peut plus passer que par l'affirmation d'un nouveau type d'empires, non plus l'annexion de petits pays par une puissance dominante, mais la constitution d'ensembles régionaux de taille continentale, à même d'organiser leur zone et de négocier leurs relations d'égal à égal. Il faut décentraliser le pouvoir mondial pour la simple raison que personne ne peut plus l'exercer, qu'il est d'ores et déjà multipolaire et qu'il faut partir de cette réalité. C'est là que l'Europe est tellement essentielle !

Page 40

Les actions de la Fondation Seligmann

Page 44

Exemple à suivre :

Le roman d'aventures de Lecture 2+

par **Sylvie Meyer Dreux** est responsable nationale du GFEN (Groupe Français d'Education Nouvelle), membre de l'association Culture 2+.

Beaucoup d'élèves sont des **liseurs**, capables de déchiffrer pour répondre à des sollicitations fermées de type "questions-réponses", mais non des **lecteurs**, d'où l'importance d'être exposé à des lectures multiples et variées ou, plus généralement, d'être familiarisé avec la culture écrite. On sait aussi que ce sont des élèves issus des milieux populaires et défavorisés qui sont en majorité éloignés de cette pratique culturelle. Depuis 2006, un projet prend à bras le corps cette problématique au sein d'un quartier du 18^{ème} arrondissement de Paris dont les écoles sont toutes situées en Zone d'Education Prioritaire.

Page 49

A lire : les livres qui ont retenu l'attention d'Après-demain

Page 51

Exemple d'Après-demain par Denise Jumentier

"Georges Picquart, dreyfusard, proscrit, ministre - La justice par l'exactitude" par **Christian Vigouroux** - Lauréat du Prix Seligmann 2009

Dans son numéro 11, "**Après-demain**" s'était déjà fait l'écho de cet ouvrage remarquable. Nous tenons à rappeler ici les mérites de Georges Picquart, dont l'Histoire a mal retenu le nom alors qu'il est pourtant l'un de ceux qui ont le plus contribué à faire établir l'innocence du capitaine Alfred Dreyfus. Ce livre est un magnifique hommage à un officier français qui eut le courage de prendre la parole pour faire prévaloir la vérité.

Je remercie tous les auteurs qui ont collaboré à ce numéro, que nous avons voulu exceptionnel. Ainsi, comme en 1957, nous étions fiers de publier, dans nos premiers numéros, des textes de René CAPITANT, André FONTAINE, Pierre MENDES FRANCE, Alfred SAUVY, André LICHNEROWICZ, Laurent SCHWARTZ, Maurice DUVERGER, André PHILIP. Voici, au moins une bonne tradition qui ne s'est pas perdue.

Françoise SELIGMANN

Pierre JOXE

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE MONDE DE DEMAIN

On le sait déjà : le monde de demain sera à la fois plus riche et plus savant, plus cosmopolite et plus égalitaire que celui d'hier. Mais cela peut ne pas plaire à tout le monde. Car cet enrichissement, ces progrès de la connaissance et de l'égalité, cette diversité croissante, se feront principalement au profit des peuples qui furent les plus pauvres. Mieux vaut s'y préparer, en Europe et en France.

Cela prendra peut être un peu de temps -et beaucoup de sang-, car de furieuses réactions sont déjà visibles. Mais on le sait déjà, ceux qui travaillent le plus, ceux qui progressent le plus, ceux qui "émergent", ce sont les peuples qui ont été les plus exploités, les plus pillés et les plus massacrés au cours des derniers siècles.

LEUR TOUR EST VENU

Ce n'est pas leur revanche qui arrive ; c'est leur tour. Chacun son tour. Chacun son tour d'être ambitieux, conquérant, assoiffé de savoir et d'ac-

tion. Chacun son tour de s'acharner au travail, à la recherche, au succès, aux arts comme aux métiers. Chacun son tour de prospérer avec des taux de croissance de 5,7 ou 9%. Nous, nous avons souvent connu cela au XIX^e et au XX^e siècle, sur les deux rives de l'Atlantique.

L'idée de "crise" économique est assez commode pour donner une apparence d'explication scientifique au retournement de tendance qui s'est manifesté une fois encore par de spectaculaires phénomènes boursiers, financiers, puis industriels sans que la météorologie économique ait diffusé le moindre avis de coup de vent.

Après coup, de gigantesques faillites, des disparitions d'entreprises fameuses, un chômage qui s'accroît encore, tous ces symptômes de "crise" et de ralentissement économique dans les pays de l'Europe riche ont été beaucoup plus analysés et commentés par les experts imprévoyants que n'est décrite la profonde misère de l'Afrique. Pourtant, celle-ci fait

beaucoup plus de victimes que la "crise", et depuis beaucoup plus longtemps.

De même, quelques escroqueries monumentales, la ruine spectaculaire d'une foule de paisibles retraités et d'honnêtes "épargnants" américains, chassés par milliers de leur maison impayée, ont fait couler bien plus d'encre que l'exploitation croissante du prolétariat des "tigres" d'Extrême Orient qui n'ont ni droits sociaux ni droits tout court et vivent au jour le jour – dormant souvent la nuit dans leurs lointaines usines (proches de Shanghai ou de Hyderâbâd), comme jadis les prolétaires décrits par Dickens.

Mais, depuis Dickens, la vaste opinion publique de l'Occident prospère ne s'est jamais émue des massacres engendrés par les "conquêtes coloniales" en Afrique, par les "Indian Wars" en Amérique et par les "guerres de l'opium" en Asie. Elle ne s'émeut guère, aujourd'hui même, des formes nouvelles mais équivalentes de colonisation, de domination et d'exploitation.

DE L'ESCLAVAGE À L'EXCELLENCE

L'âme européenne a plutôt été formée à partager *Les souffrances du jeune Werther* – les siennes, qu'à s'élever contre le martyr des peuples écrasés. Elle a la compassion sélective. Son fameux "romantisme" a exalté la solidarité philhellène de Lord Byron et de Victor Hugo contre les Turcs :

"Les Turcs ont passé là. Tout est ruine et deuil,

Chio l'île des vins, n'est plus qu'un sombre écueil...

...Un enfant aux yeux bleus, un enfant grec, assis, courbait sa tête humiliée ; ..."

(V. Hugo. Orientales. 1829).

Mais elle a aussi vibré aux poétiques exaltations coloniales de Kipling et de ces écrivains élégamment dénommés "orientalistes", à l'époque où nos troupes dépeçaient l'Algérie.

L'âme européenne n'est pas préparée au basculement du monde qui fait lentement passer les anciens colonisés du côté de l'excellence, du leadership et de la puissance. Longtemps les Chinois n'étaient que de paresseux coolies. Les Hindous (comme on disait) des ilotes superstitieux. Ne parlons pas des africains. Quant aux arabes... Or, il y a aujourd'hui en Asie de plus en plus de milliers d'ingénieurs, d'informaticiens, de chercheurs, mais aussi de musiciens ou de graphistes qui font des étincelles dans leur domaine. Les centaines de millions de jeunes Indiens évoqués dans ce numéro par Pascal Pérez¹ savent déjà que l'Europe n'est plus leur modèle et leur percée informatique ne fait que commencer. Les centaines de millions de jeunes Chinois ne sont pas seulement les travailleurs sobres et zélés que l'Empire du Milieu fournit à l'Atelier du Monde. Ils gagnent des concours internationaux de violon et de flûte, en jouant Bach ou Debussy.

LE TIERS ET LE QUART

Observons, admirons l'hyper-compétitivité de cette jeunesse poussée vers l'effort et vers la réussite par des familles et des Etats galvanisés grâce à leurs succès répétés et durables. Elle nous rappelle quelque chose : l'Age d'Or d'Amsterdam, l'Europe de Braudel, l'Angleterre de Victoria, l'Amérique de Lincoln, l'Allemagne de Bismarck, et la France de Jules Ferry. En se donnant la mort au Brésil après avoir écrit *Le Monde d'hier*, Stefan Zweig n'imaginait pas que le monde de demain ne serait ni hitlérien, ni stalinien, mais Tiers-mondiste et que des

sang-mêlé allaient même gouverner l'Empire des Indes... occidentales, de Salvador de Bahia à Santiago du Chili en passant par Cartagena de Indias !

Le "Tiers Monde" de nos "Trente Glorieuses" est en train de devenir si "glorieux" à son tour, qu'un glissement sémantique s'est imposé pour renuméroter les pauvres des pays riches, désormais relégués au rang de "Quart Monde" !

PEARL HARBOUR N'EST PLUS L'OBJECTIF

Dans cette nouvelle mondialisation (celle des "grandes découvertes" avait déjà au XVI^e siècle accouché un Nouveau Monde, une Nouvelle Grenade, une Nouvelle Amsterdam – une Nouvelle York) la position des Etats-Unis d'Amérique est plus confortable que celle de l'Europe. Ils se sont déjà mondialisés eux-mêmes depuis longtemps en attirant à eux seuls plus de jeunes immigrés que le reste du monde. Qu'il s'agisse de ramasser les oranges en Californie ou de peupler les laboratoires, les Universités, ou les "salles de marché", prolétaires, étudiants ou professionnels multicolores ont aujourd'hui un Président métis qui les naturalise tous et pour toujours. Les Américains considèrent l'avenir avec confiance, car après avoir réussi la conquête de l'Ouest en liquidant les indiens jusqu'à l'avant-dernier, pour atteindre les rives de l'Océan Pacifique, voici qu'à travers ce même Océan arrivent en foule, avec d'autres indiens, les chinois et les asiatiques riverains de cette nouvelle Méditerranée. Privilège paradoxal : aux Etats Unis, l'extrême Orient arrive par l'Ouest. Non plus pour bombarder Pearl Harbour, mais pour peupler la Silicon Valley.

CHEZ NOUS, COMME CHEZ EUX

La situation de l'Europe est moins confortable. L'Europe accepte de fournir des soldats au "Pacte Atlantique" pour faire la guerre du côté de l'Himalaya. Elle s'est en partie laissé entraîner dans une croisade contre l'Irak, pour aller chercher là-bas des "armes de destruction massive" qui n'existaient pas plus que les "morceaux de la Vraie Croix" à Jérusalem. Elle a certes une monnaie (sans les Anglais), mais ni armée, ni diplomatie, ni identité, ni même de frontières fixes et reconnues...

Donc l'Europe tremble. L'Europe qui fut conquérante, conquistadora, envahissante, colonisante, expédiant son trop-plein d'enfants vers de nouveaux rivages pour trouver la fortune, la liberté ou la mort, voilà que l'Europe à présent voit venir en rangs serrés ses "enfants culturels" – pourrait on dire – ou ses petits enfants, non par le sang, mais par une maternelle langue : maghrébins francophones, pakistanais anglophones, africains lusophones, ils ne cessent d'arriver depuis qu'on est parti. Ils se sentent chez nous comme chez eux. On peut les comprendre : pour nous, chez eux, c'était pareil. Si l'on considère qu'ils viennent le plus souvent sans armes, et non pas pour nous soumettre au "travail forcé", comme nous avons l'habitude de l'imposer à leurs grands-pères, mais au contraire pour se charger ici - comme naguère là-bas - des travaux les plus durs, contre les salaires les plus bas, ils devraient être mieux accueillis...

ISLAMOPHOBIE SAVANTE

Comme le montre plus loin Catherine Wihtol de Wenden², l'importance des migrations d'aujourd'hui ne vient pas

seulement de leur ampleur (elles ont triplé en une génération) mais de ce spectaculaire renversement de tendance. Plus ou moins obscurément, bien des européens ont l'impression que ce continent revit ce qui leur a été si mal raconté à l'école : les "Grandes invasions" - par des "Barbares", disait-on. L'arrivée de l'Islam vers Poitiers, ou aux portes de Vienne. Dans certains lieux d'Andalousie, ne voit on pas une "Reconquista" à l'envers, par quelques émirs milliardaires ?

Pour conjurer ce sort funeste, on voit fleurir des constructions philosophico-historiques destinées, par exemple, à réécrire l'histoire de la philosophie médiévale et celle de nos relations avec le monde arabe pour renier l'apport de l'Islam à l'Europe. C'est ainsi qu'on peut interpréter une "islamophobie savante", celle qui anime l'historien Sylvain Gouguenheim et son ouvrage *Aristote au Mont Saint-Michel. Les racines grecques de l'Europe chrétienne* (Seuil, 2008).

Dans leur ouvrage collectif intitulé *Les Grecs, les Arabes et nous. Enquête sur l'islamophobie savante* (Fayard, 2009) un groupe d'universitaires³ répond comme il convient à ce qu'ils nomment "une philosophie sarkozyste de l'Histoire" et aux propos du Pape Benoît XVI faisant allusion à une violence intrinsèque de l'Islam.

SI LA RÉPUBLIQUE AGISSAIT...

Or si l'Europe peut espérer trouver sa place dans la "globalisation" du globe terrestre, c'est sans doute en assumant

complètement et lucidement tous ses héritages juifs, grecs, latins, arabes, comme d'autres encore plus récents et plus complexes, incorporant ce que les immigrés apportent d'Afrique et d'Asie – sans oublier nos millions d'antillais, ces afro-américains français.

La France multicolore et les multiculturels français peuvent même jouer un rôle singulier dans le monde de demain. Déjà pays le plus mêlé d'origines européennes et méditerranéennes, bientôt l'un des plus diversifiés du monde, la France ne sera plus jamais la première puissance d'Europe, mais elle pourra rester longtemps une des premières du monde si elle met en pratique sa célèbre devise au profit de tous ses habitants et d'abord de tous les enfants qui y vivent. Si la République agissait aujourd'hui en faveur des enfants d'immigrés⁴ comme elle a agi pour élever et instruire les enfants de la paysannerie française semi-analphabète de 1875, elle restaurerait aux yeux du monde une image qui commence à en avoir besoin.

Pierre JOXE

1. Pascal Pérez : "Jusqu'où les "digital natives" transformeront-ils le monde ?"

2. Catherine Wihtol de Wenden : "Cinq thèmes clés pour les migrations internationales".

3. Philippe Büttgen, Alain de Libera, Marwan Rashed, Irène Rosier-Catach.

4. Dans le Nord de Paris et dans le Département de l'Essonne, la Fondation Seligmann encourage et finance plusieurs types d'actions qui vont précisément dans ce sens.

Jacques DELORS

RETROUVER DU SENS

Depuis les années 1990, les appels à redonner sens à notre vie collective se sont multipliés. Au point que le concept s'est en quelque sorte banalisé, à force d'être évoqué à tort et à travers. Telle est la loi de ce monde hyper-médiatisé que d'user les formules et les mots les plus riches de la pensée politique et philosophique. Si bien qu'on hésite à s'y référer.

IMMOBILE ET CHANGEANT

Retrouver du sens en politique, sans dépasser les frontières de ce qu'elle est : le gouvernement des hommes et l'administration des choses. Ce n'est pas aisé, car en traitant du sens, chacun vient avec sa totalité : sa philosophie du monde, sa croyance, sa conception de la relation à l'autre...

Tâchons cependant à nous limiter à l'univers de la politique, en allant au-delà de l'économique qui occupe tant de terrain, avant d'y revenir. Pour terminer par la nécessaire reconstruction de l'espace public.

Un autre mot a fait fortune : la modernité, concept à la mode, pouvant justifier tous les changements. C'est oublier de se poser la question : dans l'évolution de notre monde, qu'est-ce qui est immobile et qu'est-ce qui est changeant ?

CE TERREAU SI FERTILE...

Un point d'accord est l'accent mis sur l'individualisme contemporain. Celui-ci est célébré comme le plus bel héritage des Lumières. On lui doit la promotion des droits de l'homme et, en leur nom, des actions militantes qui réveillent les consciences et font bouger les choses. Est-ce l'amorce d'une conscience mondiale ? Nous n'en sommes pas encore là, mais le combat continue.

Toutefois, cet individualisme ne progresse pas sans dégâts. Chacun tend à se considérer comme le seul juge de soi-même, aux dépens des liens qui le rattachent à la société. D'où, quoi qu'on en dise, les difficultés rencontrées notamment par les organisations syndicales pour mobiliser en vue de la défense des droits moraux et matériels des travailleurs. Les partis politiques se heurtent aussi à cet obstacle.

Le capitalisme trouve là un terrain favorable à son développement. Sa dominante financière en a joui pour justifier sa conception de la réussite individuelle et pour nourrir nos contemporains des illusions d'un progrès matériel sans limite... grâce au crédit. Sinistre réveil avec l'effondrement du royaume des subprimes et des

crédits renouvelables dans nos temples de la consommation.

Et voilà que maintenant, certains veulent introduire ces valeurs dans l'école en monnayant la présence aux cours !

LE CULTE DE L'INSTANTANÉ

En définitive, cet homme soi-disant libre se retrouve souvent comme solitaire perdu dans la foule : en proie au culte de l'instantané.

Avec les médias dominateurs de nos vies, les informations se succèdent à une cadence infernale, trente secondes, une minute par sujet : l'information vite faite, vite consommée, vite oubliée, car demain... on passe à d'autres sujets. Ainsi en va-t-il de l'information de nos citoyens, privés peu à peu de mémoire, choqués - parce que c'est cela qui paie -, succombant à l'émotion.

La vie politique en est affectée. J'ai le sentiment que, pour tout responsable politique, le fait de ne pas être mentionné pendant trois jours par les médias, le plonge dans l'angoisse, puis dans l'activisme.

LA DICTATURE DE L'ÉMOTION

Certes, ma description est trop générale et un peu injuste pour ceux qui, en informant, s'efforcent de faire comprendre, de rétablir une certaine logique des faits. Il n'empêche, cet individu toujours en proie à l'émotion, spectateur, est-il encore un citoyen ? Nos contemporains n'ont, il est vrai, pas la tâche facile. La mondialisation leur donne le vertige, tiraillés qu'ils sont entre le global et le local.

Dans un tel contexte, chacun recherche un enracinement porteur, à ses yeux, de stabilité et d'une certaine sécurité. Il réclame aussi plus de protection, sinon d'appartenance à sa col-

lectivité de base, à sa région, à sa nation. On voit donc surgir, à côté de réactions saines et justifiées, des manifestations de nationalisme implicite ou exaspéré. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer les réactions de nos Etats-nations, particulièrement dans l'Union européenne, face à la crise. Où est l'esprit de coopération voulu par les auteurs de l'espace économique européen et de la monnaie unique ?

La perception du sens est occultée par ces manifestations individuelles ou collectives. L'approche à court terme domine, même si les menaces sur notre environnement naturel redonnent du champ à une vision à long terme.

LA PERVERSITÉ D'UN SYSTÈME

La phrase qui m'irrite le plus, dans la bouche de nos dirigeants, est "**Rien ne sera plus comme avant**", à propos du système économique-financier. En est-on sûr ? Alors que les pratiques financières d'avant le krach retrouvent de la rentabilité et du lustre, que les bonus reviennent plus vite que la croissance et la création d'emplois !

Rappelez-vous ce plaidoyer du capitalisme financier au nom de la création de valeur. Quelle valeur ? Celle donnée par la Bourse, celle au nom de laquelle se sont multipliées les pratiques visant à emprunter pour acheter des entreprises, les dépecer avec leur cortège de licenciements, pour obtenir des rendements de l'ordre de 15% ? Alors qu'une saine rentabilité des capitaux investis se situe, dans le long terme, aux alentours d'un ou deux points de plus que le taux de croissance de la production.

Si bien que la croissance économique devait se réaliser grâce à l'effet de richesse : la hausse des biens

immobiliers et de la Bourse, dans une sorte de cycle infernal, toujours plus de spéculation, toujours plus de crédits élargis à des millions d'emprunteurs non solvables, les revenus du travail étant, dans le même temps, comprimés. Ce paradigme n'était pas que celui des Etats-Unis, il fut copié par certains pays européens qui, sans la protection de l'Euro, auraient connu de terribles crises de change.

Un tel modèle n'a fait, en définitive, que creuser les inégalités et conduire à l'infortune ceux qui s'étaient laissé griser par les promesses du crédit.

UNE LEÇON SIMPLE

Au-delà des analyses nécessaires sur le fonctionnement d'une économie, des données d'une économie saine et de la dimension sociale, une leçon simple peut être tirée et elle vaut pour tous les problèmes d'une société. Là où il n'y a pas de règles, l'individu va juger en fonction de ses ambitions et de son pouvoir. Il ira même au-delà de son pouvoir. Contrairement à ce qu'affirment les néolibéraux, le marché ne peut être le garde-fou et la sanction des erreurs humaines, encore moins le garant d'un certain équilibre.

Ces règles, pour techniquement difficiles qu'elles soient à établir, procèdent au fond d'un certain sens à donner à l'activité humaine pour la protéger de ses propres excès. Elles doivent être contraignantes, mais non étouffantes. Elles sont issues de la volonté d'une collectivité humaine de se protéger contre elle-même par la vertu du Droit et de ses disciplines communes.

RESTAURER L'ESPRIT PUBLIC

L'esprit public doit transcender l'individualisme contemporain. Il est fondé sur un pacte social où la reconnais-

ce des droits de chacun s'accompagne de l'acceptation des devoirs du citoyen. A ce titre, il est incompatible avec les outrances de l'individualisme contemporain.

Bien entendu, c'est aux gouvernements d'enclencher cette démarche vertueuse pour combattre le cynisme des uns, le scepticisme ou le repli sur soi du plus grand nombre.

Cet esprit public doit procéder de l'exemplarité, cette valeur mendésiste trop oubliée. Ecouter, écouter, écouter, mais ensuite, au nom de la finalité de l'action collective, expliquer, expliquer, expliquer. Et aussi donner l'exemple par sa façon de se comporter, attentif aux autres sans faire d'une compassion théâtralisée la réponse aux angoisses et aux préoccupations des citoyens.

POUR UNE PÉDAGOGIE DE L'INTERNATIONALISME

La société sans risque n'existe pas. Pourquoi la promettre ? Sans tomber dans le discours sur le sang et les larmes, il est indispensable de montrer les voies, parsemées de risques et d'efforts, pour assurer un avenir meilleur à tous. Ce qui a un sens.

Dans cette période de crise, donner du sens, c'est aussi accepter l'internationalisme comme valeur, comme citoyenneté d'un monde où l'interdépendance entre humains, entre régions, entre nations est plus prégnante que jamais.

Il y a une pédagogie de l'internationalisme, renforcée par les menaces qui pèsent sur notre Terre à tous, notre bien commun. Elle vaut donc pour la lutte contre toutes les atteintes au climat, pour la redéfinition de l'aide au développement, incluant la dimension écologique, pour la distinction entre

les pays émergents qui doivent prendre leur part du fardeau, et les pays pauvres auxquels nous devons une assistance technique et financière. Elle doit stimuler notre combat contre l'analphabétisme et la faim.

CE QUE LA PERTE DE SENS SIGNIFIE

Un très beau programme, me direz-vous, mais si chacun ne prend pas sa part, il faut revenir à l'exemplarité, sans être naïf cependant. Les Européens doivent être audacieux et cohérents avec eux-mêmes. Et affirmer le sens donné par la construction européenne : un espace de paix, de compréhension mutuelle entre les peuples, de solidarité active.

Cette perspective est trop souvent oubliée par nos responsables nationaux. Or la perte de sens signifiera, pour les Européens, le déclin dans ce monde en mutation rapide, déclin du niveau de vie et de l'influence. Nos enfants et nos petits-enfants paieront très cher la note.

RIEN N'EST ACQUIS, RIEN N'EST PERDU

La politique doit, en priorité, produire de la solidarité, par le refus de l'injustice et de l'éclatement de nos sociétés. Investir dans la solidarité, tel est le sens profond pour tourner, là encore, le dos à l'hyper-individualisme. Certes, nous avons construit des systèmes de sécurité sociale, essayé de démocratiser l'éducation, mais le système montre ses limites. Il reste à donner à chacun la capacité de mieux se comprendre soi-même et de maîtriser, autant que faire se peut, sa vie personnelle et professionnelle. Ce qui commence par une politique de l'enfant, là où s'affirment déjà les inégalités face à la santé, à l'éducation à la sociabilité.

* * *

“Rien n'est jamais acquis à l'homme” écrivait le poète ; rien n'est jamais perdu non plus. Le combat doit être continu, au cœur de chacun, au cœur de nos sociétés pour que le mot **sens** retrouve toute sa richesse, toutes ses promesses.

Jacques DELORS

L'équipe d'Après-Demain

Directrice : Françoise Seligmann

Secrétaire générale : Annie Snanoudj-Verber

Rédaction : Yvon Béguivin, François Colcombet, Bruno Fulda, Pascal Pérez, Bernard Wallon

Administration : Denise Jumontier

Pascal LAMY

MONDIALISER LE SOCIAL-DÉMOCRATE

Paradoxe des temps ! Alors que le capitalisme de marché vient de connaître un séisme sans précédent dans sa globalité, sinon dans son ampleur, la social-démocratie est inaudible et affaiblie sur le continent qui l'a vu naître au XIX^e siècle, en réaction aux excès du même capitalisme.

DEUX ANALYSES INEXACTES

Les explications de cette situation incongrue proposées jusqu'à présent, reposent sur deux analyses, à mon sens à la fois inexactes et insuffisantes. La première voudrait que la social-démocratie ait perdu sa pertinence en se laissant absorber par une idéologie économique libérale à laquelle, par faiblesse, elle n'aurait pas su résister. En sombrant dans le confort gestionnaire, dans les compromissions du pouvoir là où elle l'a exercé. Cette interprétation ne correspond pas aux faits : les réformistes ont impulsé des réformes majeures et progressistes lorsqu'ils ont été électoralement majoritaires. Ils représentent, aujourd'hui encore, la seule colonne vertébrale d'une alternative politiquement crédible.

La seconde prétend que la social-démocratie aurait été victime de ses succès. Son modèle historique serait épuisé. Ses thèses, ses positions, ses solutions auraient pénétré l'ensemble du champ politique au point de leur faire perdre toute originalité, toute spécificité. Cette hypothèse ne résiste pas

non plus à la réalité : les contradictions du capitalisme de marché sont toujours là et ses effets continuent de dévaster la condition humaine d'une proportion importante de la population. La **"question sociale"** demeure aussi pressante au début du XXI^e siècle qu'au milieu du XIX^e.

Parce qu'il faut comprendre pour agir, parce que ce fut, dès l'origine, le projet d' **"Après demain"**, je voudrais ici suggérer une approche différente, préalable à une action nouvelle, de nature à restaurer la capacité de la social-démocratie à incarner ses valeurs et à peser effectivement pour transformer le capitalisme de marché.

TROIS DIMENSIONS NÉGLIGÉES

D'abord en renouvelant la critique théorique du capitalisme de marché. Travail idéologique. Ensuite en changeant d'échelle dans l'action. Travail stratégique.

La critique du système dominant offerte aujourd'hui par la gauche réformiste est partielle et superficielle. Partielle, parce qu'encore excessivement marquée par l'économisme des pères fondateurs de la pensée social-démocrate : critique justifiée des dérèglements, des instabilités intrinsèques au modèle capitaliste, mais qui néglige trois dimensions qui auraient dû changer la donne théorique : la globalisation, la soutenabilité, l'anthropologie.

La **globalisation** n'est pas seulement une expansion des territoires du capitalisme. Son moteur essentiel, la technologie, bouleverse les rapports classiques de domination du travail par le capital. Le capital n'est plus seulement la finance, mais la connaissance. Le travail n'est plus seulement la force, mais l'imagination. Les dégâts sociaux ne sont plus à la portée de systèmes de soutien fondés sur des collectivités à forte identité (métiers, nations, classes) qui doivent être repensés dans leur dimension planétaire.

L'**insoutenabilité** du modèle capitaliste n'est plus seulement sociale, ou même économique. Elle est désormais aussi environnementale. Ce qui contraint à un effort théorique capable de conceptualiser un modèle de croissance différent, moins extravagant, moins épuisant pour les ressources humaines et pour la nature, une nouvelle version de la "prospérité". Mais aussi capable d'offrir des perspectives d'avenir à la moitié de l'humanité qui continue à souffrir quotidiennement dans sa chair, et pour laquelle la croissance zéro est une provocation.

NÉE D'UNE AUTRE MATRICE

Quant à la remise en cause des soubassements **anthropologiques** du capitalisme de marché, elle devrait être naturellement provoquée par l'accès au champ politique national ou international de populations dont la culture n'est pas issue de la matrice occidentale. De cette longue séquence génétique philosophique, qui mène de la séparation du corps et de l'esprit à la lutte perpétuelle entre individus aux appétits irrépressibles, pour aboutir à la théorie libérale économique de l'autorégulation, autre version de la main invisible. D'autres philosophies de l'homme sont disponibles ailleurs. Et qui ne reposent pas sur le code anthropologique du capitalisme, selon lequel l'homme est un loup pour l'homme.

Admettre ces trois limites de la critique actuelle du capitalisme, c'est évidemment accepter de les dépasser, au prix d'un travail théorique associant intellectuels et penseurs sur une échelle qui bouleverse celle des laboratoires occidentaux et des séminaires entre nous. Navigation intellectuelle au long cours dont il est urgent de trouver les armateurs !

POUR DES BIENS PUBLICS MONDIAUX

Supposons que cette entreprise de rénovation idéologique réussisse. Restera à procéder au même changement d'horizon dans l'action politique, dans la définition des priorités et dans les rapports de force à construire. Les priorités de la social-démocratie doivent se déplacer du niveau de l'État-nation au niveau mondial. En faisant de la régulation globale du capitalisme de marché un enjeu équivalent à celui que fut, au XIX^e siècle, la mise en place du "**welfare state**".

Le champ de ces régulations est d'abord celui de secteurs de la vie internationale déjà identifiés : droits de l'Homme, macroéconomie, social, commerce, santé, environnement, pour en prendre quelques exemples. Il doit ensuite s'étendre aux activités financières dont la crise de 2008 a révélé le trou béant de régulation internationale, alors qu'il s'agit sans doute du domaine dans lequel la globalisation avait atteint son niveau maximum. Il doit enfin intégrer des "friches" de régulation telles que la fiscalité, l'énergie ou les migrations.

Dans tous les domaines, l'enjeu me paraît clair : la constitution de biens publics mondiaux de nature à maîtriser l'expansion des marchés de telle sorte que leur efficacité soit exploitée, en les encadrant dans des régulations qui assurent contre leurs excès, mais surtout qui définissent un cadre collectif de valeurs qui leur sont étrangères en matière de justice, d'équité et de partage du profit.

VAINCRE L'ACCOUTUMANCE

Reste à penser les conditions dans lesquelles de telles régulations pourraient être renforcées là où elles sont apparues, ou créées là où elles font défaut. A inventer et à mettre en place les rapports de force dans un espace international qui reste, pour l'essentiel, régi par des États-nations souverains, et dont l'ordre par la régulation ne peut naître que de la négociation.

Question redoutable tant les modes de décision et de légitimation dans l'espace mondial diffèrent de ceux auxquels les démocraties nationales sont accoutumées. Question qui ne peut trouver de réponse qu'en imaginant, puis en bâtissant de nouvelles alliances avec les pays qui siègent désormais à la table de la délibération après en avoir été exclus depuis un siècle par les puissances occidentales : Chine, Inde, Brésil, Indonésie, Afrique du Sud, Égypte pour n'en citer que quelques uns.

RECOMMANDATION À CEUX QUI S'ENNUIENT EN RÉUNION

Partant de l'hypothèse raisonnable selon laquelle la position de ces nouveaux acteurs est ou sera bientôt le produit de l'œuvre de leurs systèmes politiques domestiques, la ligne de conduite à adopter ne peut être que de coaliser, dans ces pays, les forces politiques progressistes qui partagent l'essentiel de l'analyse sur les travers du capitalisme. Puis ajuster dans ce nouvel espace, par la discussion et la négociation, à la fois le travail critique et les réponses politiques progressistes qui en découlent.

Je mesure l'ampleur du défi, et le temps nécessaire à une telle démarche. Je vois bien quel effort il implique dans la transformation des perspectives des mouvements socio-démocrates. Expliquer aux dirigeants

de nos partis qui s'ennuient aux réunions du Parti socialiste européen que leur tâche prioritaire est d'engager le travail politique avec le Parti du Congrès en Inde, le Parti des travailleurs au Brésil, ou le Parti communiste chinois paraît, à première vue, relever de la gageure.

UN MONDE ET UNE PENSÉE À "DÉSOCIDENTALISER"

Je reconnais aussi que ce projet ne remplacera pas le changement nécessaire de nos pratiques politiques de terrain. Pour changer le sentiment répandu que les socio-démocrates ne sont plus présents sur les lieux de travail et de vie, aux côtés de ceux qui subissent. Ou que nous partageons peu ou prou les attitudes égoïstes et sécuritaires qui renforcent les exclusions.

Et pourtant, si l'on veut bien considérer les forces qu'il faut désormais réunir pour bâtir une alternative, pour transformer en profondeur un capitalisme de marché désormais mondialisé, même si la crise actuelle pourrait ralentir la vitesse de cette transformation, alors, il faut se rendre à l'évidence : cette tâche dépasse les espaces intellectuels et géographiques auxquels notre culture nous avait accoutumés. C'est un espace politique nouveau à construire dans un monde qu'il faut accepter de "désoccidentaliser" pour l'ouvrir aux projets d'autres peuples, d'autres civilisations, d'autres sensibilités. Pour avoir une chance de voir le jour, pour que chacune des nouvelles forces à mobiliser y trouve sa place et s'y sente partie prenante, cet espace devra être ouvert.

Pour s'opposer globalement et proposer globalement, l'internationalisme d'après demain consistera à mondialiser la social-démocratie. Cela ne vous rappelle rien ?

Pascal LAMY

Brice LALONDE

POUR QUE DEMAIN SOIT DÉSIRABLE

Nos successeurs jugeront peut-être que **Jared Diamond** est l'un des auteurs importants du début du siècle. Grâce à lui, l'écologie fait son entrée dans l'Histoire. Elle permet de voir le déboisement à l'œuvre dans le mystère de l'île de Pâques, la pénurie des terres derrière les massacres de l'est de l'Afrique, l'incapacité culturelle des Vikings à s'adapter, au Groenland. Un responsable des Etats-Unis ne déclarait-il pas récemment que le mode de vie américain n'était pas négociable ? Plutôt disparaître que renoncer aux cerises en hiver !

En réalité, l'écologie a modifié profondément la vision du monde de nos contemporains. La plupart des dirigeants savent que le changement est indispensable. Mais il faut encore que la population soutienne les réformes requises. Et pour cela, il faut un parti de la réforme qui, non seulement inspire confiance, mais donne de l'enthousiasme. Je voudrais insister sur trois directions qui me paraissent nécessaires au succès de ce parti : l'ouverture au monde, le sens de la durée, la foi dans le progrès.

LA MONDIALISATION NÉCESSAIRE

Le soin de la planète est l'une des dimensions de la politique contemporaine. Naguère, il n'était nul besoin de s'en préoccuper, la planète était hors d'atteinte des actions humaines. De plus en plus, aujourd'hui, ses équilibres dépendent des décisions des sociétés humaines. Au point qu'il faut inventer des institutions mondiales pour coordonner ces décisions. Sous bien des aspects, nos vies collectives sont reliées, d'un pays à l'autre, par de puissants mécanismes d'ordre naturel, technique, financier, économique. Nombre de ces mécanismes échappent aux pouvoirs publics nationaux alors qu'ils sont déterminants. C'est pourquoi les populations se méfient de la mondialisation, alors qu'elle est nécessaire. Des mouvements la rejettent alors qu'il faut l'organiser.

On dit qu'il n'est de politique que locale. Et c'est vrai que les électeurs se bousculent pour élire le maire de leur village. Vrai aussi que les élus représentent ceux qui votent pour ou contre eux, et non les habitants d'autres pays.

Pourtant, l'actualité quotidienne a depuis longtemps nuancé le postulat du monopole local. La télévision ne cesse de montrer des images du bout du monde. Internet ouvre mille portes aux visiteurs. Les jeunes Français travaillent un temps à Sao Paulo ou Sydney. Ils veulent venir en aide aux victimes des catastrophes, soutenir le développement de l'Afrique, améliorer les règles du commerce. La politique ne le permet pas. On ne vote pas pour le Zambèze, mais pour la Corrèze. Comment organiser une participation des citoyens français aux choix de la mondialisation, devenus plus cruciaux que jamais ? C'est faire injure aux électeurs de les croire incapables d'intérêt ou d'inclination pour ce qui se passe hors de France. C'est pousser la France dans le déclin que de la considérer comme incapable de peser sur les affaires du monde. Et c'est une erreur de tout laisser aux spécialistes des relations extérieures.

LA DURÉE CONFISQUÉE

Une actualité chasse l'autre. Voilà une observation courante. La scène des médias s'étend au présent du monde, mais néglige le passé. La bousculade quotidienne est telle que les événements sont vite oubliés. Au reste, cent versions contradictoires sur Internet font même douter qu'ils aient eu lieu. Ce qui fait l'information est la nouveauté, mais la nouveauté est souvent fugace. Des lois nouvelles sont votées sans qu'on se soucie d'appliquer les anciennes. Des acronymes inconnus remplacent les sigles familiers. Impossible de se souvenir désormais du nom des grandes entreprises nationales ou des numéros des renseignements téléphoniques. Un moment même, les préfets sont devenus des commissaires. Tout passe. Les repères

s'effondrent. Quelle angoisse ! La V^e République se met au quinquennat. Le Président des Etats-Unis n'a qu'un an pour agir avant que de nouvelles élections ne l'accaparent.

Les temps de la politique sont raccourcis mais les rythmes naturels, les sédimentations de la culture, les cycles des techniques ou des infrastructures ne vont pas aussi vite. Comment faire pour ajuster le temps des décisions à la longue durée des mouvements du cadre de vie ? Le pas des conférences mondiales sur l'écologie politique est d'une vingtaine d'années. Entre la Conférence de Stockholm en 1972 et le Sommet de Rio en 1992, tous les Etats ont créé leurs administrations et leurs lois de protection de l'environnement. Il aura fallu autant de temps pour trouver le moyen d'inventer la coordination mondiale des politiques du climat et de la biodiversité. Faut-il inventer une métapolitique ? Une démocratie étendue aux choix techniques, à l'aménagement et à l'écologie ? Sinon, le technocrate prend la place de l'élu et la démocratie peine à faire naître le développement durable dans le tournoi de l'éphémère.

LE FUTUR ASSOMBRI

Avec l'avènement des temps modernes, après Christophe Colomb, l'humanité prenait son destin en mains. Elle décidait de bâtir un monde meilleur. Les générations acceptaient des sacrifices pour que leurs enfants vivent mieux. Le cours de la science et des techniques accompagnait l'optimisme des lendemains qui chantent. L'Histoire avait un sens. La Terre était immense. Il n'y avait qu'à se servir. Jusqu'à la miraculeuse découverte du pétrole qui permit une explosion de croissance au siècle dernier. En Chine,

en Indonésie, au Brésil, les jeunes ont foi dans le futur mais en Europe, l'inquiétude domine. Et si demain était pire qu'aujourd'hui ? On estimait sous l'Antiquité que le monde ne pouvait qu'aller en se dégradant, de l'âge d'or à l'âge de fer. C'est à peu près l'état d'esprit de beaucoup de nos jeunes. Peut-on animer un mouvement politique si l'on ne croit pas au progrès ?

A la vérité, l'écologisme lance un défi à la politique. Les menaces qui pèsent sur le climat, sur les espèces, sur les ressources, doivent-elles conduire à prôner une régression, toutes choses égales par ailleurs, ou, au contraire, pousser à l'action, une action d'autant plus déterminée que la situation est grave ? Les chasseurs-cueilleurs de la Préhistoire avaient quelques raisons de penser que l'excès de chasse allait les condamner à se rationner, mais c'était sans compter sur les inventions qui décuplèrent la productivité par unité de surface : l'élevage et l'agriculture, l'écriture, etc. Est-il pensable que l'humanité invente à temps un bouquet mondial de solutions techniques et sociétales qui lui permette de surmonter les risques de pénurie énergétique

et alimentaire ? N'est-ce pas à la politique de répondre à cette question autrement que par des slogans ?

La perte d'intérêt pour la politique est préoccupante. Elle donne à penser que la volonté collective de bâtir l'avenir s'est affaiblie mais peut-être faut-il reprocher aux partis actuels leur manque d'audace et d'idéal. Dans les négociations actuelles sur le climat, je suis frappé de constater que certains Etats craignent davantage les mesures prises pour lutter contre le changement climatique que le changement climatique lui-même ! Ils voient le futur empli de menaces, de privations et de coûts. A la vérité, nous manquons des images d'un futur désirable, nous n'osons plus croire à l'internationalisme, nous doutons de l'humanité. Pourtant, la société de demain, économe d'énergie et de ressources, sera plus belle, plus libre et plus fraternelle que celle d'aujourd'hui. Autrement ce serait à désespérer. Plus que jamais, nous avons besoin de politique.

Brice LALONDE

Fédération Internationale des Droits de l'Homme

Si vous souhaitez être informé de la situation des droits de l'homme dans le monde lisez, "la lettre de la F.I.D.H." et ses "Rapports de mission"

Abonnement annuel à "la Lettre" (24 numéros)

Simple : 45 € - Étranger : 53 €

Abonnement annuel à "la Lettre" (24 numéros) et aux "Rapports de mission" (30 rapports)

Simple : 90 € - Étranger : 106 €

Abonnements par chèque bancaire ou postal à la Fédération Internationale des Droits de l'Homme

17, passage de la Main-d'Or, 75011 PARIS - Tél. 01 43 55 25 18

Bertrand DELANOË

QUEL VIVRE ENSEMBLE DANS NOS VILLES DE DEMAIN ?

Le monde a changé. Les villes ont changé. Et nous ne pouvons plus penser le monde et les métropoles du XXI^e siècle avec les grilles de lecture du XX^e. La mondialisation - c'est-à-dire l'effacement des frontières - n'est pas une réalité malfaisante par nature : elle permet la circulation des idées et des hommes dans des proportions jamais atteintes. Nos villes sont désormais à l'image du monde : cosmopolites et hyper-connectées. Et, dans ce monde globalisé, nous savons que les Etats ne peuvent plus répondre seuls au besoin de repères des citoyens. Ajoutons que le fait urbain est, de plus en plus, posé comme une unité de civilisation : vivre en ville (ce qui est le cas de plus de la moitié de la population de la planète), c'est une forme d'initiation à la tolérance et à l'universalisme. Car la ville, c'est la rencontre des générations, des itinéraires et des cultures, en un mot : c'est la vie.

DE L'ETAT-NATION À LA VILLE-MONDE

Une des réalités de la mondialisation, c'est donc bien le renforcement presque mécanique du rôle des collectivités locales, et d'abord des grandes villes, où la proximité, le vivre et l'agir ensemble apparaissent aux citoyens

avec peut-être plus d'évidence que dans le cadre de l'Etat-nation hérité du siècle dernier. Les grandes villes peuvent, à leur échelle, impulser des politiques novatrices. Parmi toutes les pratiques politiques à "ré-inventer", n'oublions pas les premières d'entre elles : la démocratie et notre relation aux citoyens. Les grandes villes doivent être porteuses d'une nouvelle manière de fonctionner ensemble. Au moment où, en France, l'Etat nous propose trop souvent de remettre en cause les acquis de près de 30 ans de décentralisation, nous devons innover et proposer une autre méthode, celle du contrat, du partenariat, de la responsabilité partagée. Cela vaut pour la réforme territoriale, celle du Grand Paris comme celle de la taxe professionnelle, entre autres exemples récents.

UNE ACTION LOCALE, PLURIELLE, QUOTIDIENNE

C'est pourquoi il semble, à la lumière de notre histoire institutionnelle mais aussi d'un constat empirique sur le délitement du lien civique dans notre société, que le vivre ensemble peut être préservé, approfondi, stimulé, avant tout par l'action locale et quotidienne. Il est essentiel de proclamer le droit pour chaque citoyen de vivre

dans un environnement agréable et sain. C'est une condition indispensable de la citoyenneté, du partage et de la fraternité. C'est notamment l'esprit du Grand Projet de Renouvellement Urbain mis en œuvre, dans notre capitale, pour onze quartiers proches du périphérique, trop longtemps délaissés, très peuplés, le plus souvent confrontés à d'importantes difficultés économiques et sociales, en attente légitime d'un renouveau : leur cadre de vie s'améliore et le désenclavement progresse, notamment par des liens toujours plus étroits avec les communes voisines. La métropole du XXI^e siècle doit être plurielle dans son identité sans jamais laisser l'urbanisme ni la géographie créer le sentiment d'une citoyenneté divisée, éclatée, inégale : elle doit être le lieu du partage et de la rencontre entre tous ceux qui y vivent. La ville moderne doit proclamer la communauté de tous les citoyens sans discrimination territoriale.

DEUX TEMPS À RÉCONCILIER

Parallèlement aux projets emblématiques, aux grandes opérations d'aménagement urbain, qui s'inscrivent dans le temps long, les citoyens ont besoin d'actions de court terme. C'est la qualité de leur vie quotidienne qui en dépend : tous ont droit à la création de points d'accès aux droits, de centres sociaux, de points d'information multiservices, de régies de quartiers ou de locaux associatifs, tous aspirent également à la rénovation de l'éclairage public, des voiries ou des espaces verts.

Réinventer le vivre ensemble dans un monde urbanisé revient, en somme, à dessiner une autre ville : une ville pour tous, qui s'enrichit dans la diversité, la solidarité et la mixité. C'est une démarche globale qui répond, dans

une même dynamique, aux enjeux urbains, sociaux et économiques. Ainsi la rénovation urbaine allie justice et efficacité, lorsqu'elle rend plus attractifs les quartiers concernés en y introduisant de la mixité dans la typologie des logements, en suscitant la création de commerces et d'activités économiques, en rééquilibrant l'offre culturelle et en imaginant des équipements qui, à Paris, seront aussi destinés à nos voisins de l'autre côté du périphérique.

JUSTICE SOCIALE, ÉGALITÉ TERRITORIALE

On ne créera pas une autre ville sans les citoyens, surtout si l'objectif est d'être au rendez-vous de l'urbain et de l'humain, pour permettre à tous de mieux vivre dans leurs quartiers, au quotidien. Il s'agit donc de témoigner notre solidarité à des habitants trop longtemps enclavés, négligés, oubliés en leur disant cette vérité d'évidence, traduite en actes : vous appartenez pleinement à la communauté des citoyens. C'est l'objet de la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain), et c'est l'esprit dans lequel nous l'appliquons à Paris, avec un principe : l'égalité territoriale qui, dans une métropole, est l'autre nom de la justice sociale.

Mais notre plus grand défi sera d'apporter des réponses locales concertées aux défis globaux : c'est le message fondamental du Sommet des villes et régions sur le changement climatique qui a eu lieu à Copenhague les 1^{er} et 2 juin derniers, et qui préparait le fameux Sommet du mois de décembre 2009. Nos grandes villes peuvent relever le défi écologique global en modifiant leur gestion des déplacements, leurs modes de consommation, leurs sources d'énergie.

DES ÉCO-CITÉS AU PLEIN SENS DU TERME

L'urgence environnementale est un défi vital que les villes doivent contribuer à relever en devenant des éco-cités au plein sens du terme. Depuis 2001, Paris a commencé à parcourir ce long chemin avec des initiatives comme le Plan Climat, pour lutter contre les dérèglements climatiques par la réduction de nos émissions de CO₂, mais aussi la multiplication des espaces verts et éco-quartiers. S'inscrire dans la modernité de l'après-Kyoto, mais aussi préparer l'après-Copenhague, et finalement l'après-énergies fossiles, c'est l'esprit de notre politique de transports, qui a permis une réduction significative de la pollution automobile. Vélib', le tramway bientôt prolongé, et le lancement prochain d'Autolib' (des milliers de voitures propres et partagées facilement par les usagers) vont dans le même sens : la diversification des offres alternatives à la voiture individuelle polluante.

COPENHAGUE : UNE OCCASION HISTORIQUE

Du 7 au 18 décembre 2009, la "COP15" -le Sommet de Copenhague- se tenant cette fois à l'échelle des Etats, offre l'occasion historique d'une réorientation des stratégies industrielles. Seule une vraie impulsion de la puissance publique permettra à la recherche, à l'innovation, aux éco-technologies, de conquérir la place et la dimension qui leur reviennent. Face à la crise économique et financière que le monde traverse actuellement, le développement durable peut être le moyen de relancer l'activité (par exemple les véhicules électriques ou hybrides pour les constructeurs auto-

mobiles, la construction en Haute Qualité Environnementale pour les entreprises du BTP, les énergies renouvelables pour les entreprises du secteur énergétique). Il faut, par ailleurs, essayer de sortir de cette crise internationale avec un modèle de développement nouveau, plus respectueux de l'environnement mais aussi plus solidaire des pays du Sud.

Les villes membres des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) constatent chaque jour la puissance d'une solidarité agissante. Les villes doivent s'unir pour affronter ensemble les défis du moment, ces "**Objectifs du millénaire**", tels que les a définis l'ONU en 2000. Les désordres économiques, sociaux, environnementaux, constituent un facteur majeur d'instabilité et d'insécurité. C'est pourquoi nos cités doivent être une force d'action, d'incitation et de proposition auprès de nos gouvernements pour un engagement en faveur du développement écologique. Il devient nécessaire d'instaurer une magistrature d'influence dans les grands débats du monde et de proposer une convergence des valeurs.

DES CITÉS INSPIRATRICES DU DIALOGUE INTERCULTUREL

Le vivre ensemble, c'est aussi le dialogue des cultures et des civilisations, qui passe par les villes. Paris a voulu ouvrir cette voie par une vraie dynamique de la diplomatie locale, qui conduit notre capitale à agir avec les villes israéliennes et palestiniennes pour la paix. Nous devons favoriser le dialogue en développant un réseau ouvert à la complexité de la société civile. Le dialogue interculturel nécessite une mise en réseau ambitieuse. C'est l'esprit des relations du CGLU

précité avec l'Alliance des Civilisations créée par l'ONU, et des relations de l'AIMF avec les autres organisations de villes notamment l'Organisation des Villes Arabes, mais aussi avec des villes non francophones confrontées aux mêmes problèmes que nos cités.

CŒUR DES VILLES, VILLES DU CŒUR

Il n'y a aucune fatalité à ce que l'espace urbain soit, dans l'ère mondialisée, un obstacle à la fraternité, une nuisance pour l'environnement, une limite géographique au génie humain. Ce peut, au contraire et sous les condi-

tions évoquées ici, être la voie la plus efficace à une amélioration continue de la vie quotidienne pour les générations actuelles et futures. Le vivre ensemble n'est donc pas un état fragile, menacé par le mouvement permanent de l'espace urbain et les bouleversements qu'il imprime à la marche du monde. Le vivre ensemble s'enrichit de l'adhésion des citoyens à ce projet commun. En ce début de XXI^e siècle, il trouve plus que jamais son futur dans le métissage des cultures, des sociétés, des hommes, au cœur de villes qui seront plus humaines à mesure qu'elles seront plus durables.

Bertrand DELANOË



Catherine WIHTOL de WENDEN

CINQ THÈMES CLÉS POUR LES MIGRATIONS INTERNATIONALES

Les migrations internationales sont l'un des grands enjeux du XXI^e siècle. En quarante ans, le chiffre des migrants a triplé dans le monde, des pays de départ sont devenus des pays d'accueil et de transit, la plupart des pays du monde sont aujourd'hui concernés soit par le départ, soit par le transit, soit par l'accueil alors que quatre décennies plus tôt, 25 pays dans le monde étaient touchés de près ou de loin par la dynamique migratoire.

Dans cette nouvelle donne, de nombreux thèmes sont émergents, faisant l'objet de politiques et de débats scientifiques controversés. Ils ont tous une dimension internationale, bouleversant l'ordre étatique par l'ampleur mondiale ou régionale de leurs enjeux, l'incapacité des Etats à y répondre seuls, le rôle des migrants et de leurs réseaux transnationaux comme acteurs individuels et collectifs. Il en va ainsi du développement par l'exil, croisant les relations entre migrations et développement, la part et l'impact des transferts de fonds dans les pays de départ, l'exode des cerveaux ou le "brain gain", la spécificité des réponses régionales. Un autre thème porte sur la gouvernance mondiale des migrations, c'est-à-dire la

définition de règles à l'échelle mondiale par des acteurs multiples, du Nord et du Sud, Etats et sociétés civiles, pour établir un socle minimum de droits à faire respecter autour de la définition du droit de migrer.

LES DÉPLACÉS ENVIRONNEMENTAUX, MIGRANTS DE DEMAIN ?

Les déplacés environnementaux peuvent constituer, selon les experts, la moitié des migrants de demain. Le climat et les comportements des hommes dans l'environnement pourraient faire doubler le nombre de migrants si les Etats et les acteurs internationaux n'ont pas les moyens d'y faire face. Même si le terme de réfugiés environnementaux fait l'objet de controverses et s'il recouvre des réalités diverses, il s'est imposé sur la scène internationale à la fin des années 1980, introduisant des notions nouvelles comme celle du risque environnemental. Le réchauffement climatique est en passe de provoquer des bouleversements catastrophiques avec un potentiel migratoire évalué à 150 millions de personnes pour 2050, davantage selon d'autres sources. Certains facteurs de risque sont liés à l'activité humaine

alors que d'autres sont liés à l'activité terrestre et que d'autres encore relèvent de responsabilités partagées. La reconnaissance d'un statut proche de celui de réfugié fait l'objet de nombreux débats, juridiques, politiques, économiques, du fait de la confusion des facteurs, de la nature volontaire ou forcée du départ et de l'inadaptation des textes internationaux.

LE DROIT À LA MOBILITÉ : PARADOXES ET CONTRADICTIONS

Des philosophes, comme Kant, Hannah Arendt et, plus près de nous, Zygmunt Bauman, insistent sur la fluidité du monde et l'universalité des droits à la circulation du citoyen de ce monde. Des textes internationaux, comme la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, ou la Charte des Nations Unies sur les droits de tous les travailleurs migrants de 1990, rappellent que les populations mobiles ont autant de droits que les sédentaires, tandis que des sommets mondiaux des années 1990-2000 comme ceux du Caire (Population), de Pékin (Femmes), de Durban (Discriminations), de Kyoto (Environnement) font émerger l'idée de la mobilité des hommes comme bien public mondial.

De leur côté, des acteurs internationaux en ordre dispersé (sans papiers, associations de défense des droits des étrangers, OIG, ONG, syndicats salariés et patronaux, églises) se mobilisent contre la fermeture des frontières et rappellent le paradoxe d'un monde qui valorise la mobilité pour les uns, alors qu'il l'interdit ou la contrôle fortement pour d'autres. Les conséquences de ce paradoxe sont légion et soulèvent de nombreuses questions pour la texture sociale des relations internationales, à partir d'acteurs

venus de la base mais aussi d'OIG et d'ONG venant contester l'ordre étatique sans pour autant unifier les revendications exprimées.

UN ENJEU DÉMOGRAPHIQUE LOURD DE CONSÉQUENCES

La planète bouge parce que la répartition des populations dans le monde a connu depuis ces trente dernières années de très forts bouleversements aux conséquences inéluctables pour la migration dans les années à venir. En 2000, le rapport des Nations Unies sur la Population énonçait déjà les enjeux pour l'Europe, la Russie, le Japon, frappés par le déclin démographique, les pénuries de main d'œuvre, le déséquilibre entre actifs et inactifs et la transformation de la pyramide des âges. Des pays européens comme l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne ont dû prendre en compte les besoins de main d'œuvre dans les métiers du "care", entraînant un "care drain" - assistantes maternelles, infirmières, aides-soignantes - dans les pays de départ (Europe de l'est, Philippines), mais aussi l'agriculture, le bâtiment, le tourisme.

Des pays de départ orientent presque exclusivement, ou pour partie, la formation de leur main d'œuvre vers l'exportation (Asie du sud-est), d'autres s'intéressent aux programmes qui entourent la migration sélective tout en s'inquiétant de l'exode des cerveaux (Afrique sub-saharienne), des organismes internationaux cherchent à définir et à poser les principes du "brain gain" pour les très qualifiés. Les conséquences, pour les politiques migratoires, de l'enjeu démographique face aux géants mondiaux que sont l'Inde, la Chine, suivis par le Pakistan ou l'Indonésie, sont très nombreuses, bouleversant souvent les principes du contrôle des frontières (régularisations ou existence de millions de sans

papiers comme en Europe ou aux Etats-Unis) et les philosophies de la cohésion nationale (Japon, pays du Golfe). Beaucoup de pays introduisent le droit du sol dans leur droit du sang et acceptent la double nationalité. Dans les pays de départ, une autre conséquence en est aussi l'accélération de l'urbanisation (notamment sur le continent africain), avec le développement de mégapoles et de bidonvilles, foyers d'une migration future, intra-régionale ou internationale.

LE VIVRE ENSEMBLE, ENTRE MISE EN CAUSE ET MISE EN SCÈNE

Cet enjeu, par delà les philosophies intégrationnistes ou multiculturalistes, est poursuivi par tous les pays d'accueil, avec des variantes qui tiennent à la fois à l'ancienneté de l'immigration, aux groupes en présence, à la place de l'immigration dans la fabrication de l'histoire nationale, aux réalités géographiques, démographiques, économiques et culturelles propres à chaque pays d'accueil ou de transit. Tandis que les philosophies multiculturalistes sont aujourd'hui fortement remises en cause (Canada, Allemagne, Pays-Bas) et que les objectifs de capacité d'intégration gagnent du terrain dans les politiques publiques de nombreux pays d'accueil (tests de langue, immigration sélective, conditionnalité des regroupements familiaux à des critères linguistiques, économiques et sociaux), on assiste à une mise en scène de la diversité dans de nombreuses politiques publiques : mémoire de l'immigration et de communautés, débats sur les discriminations positives, prise en compte des spécificités culturelles et de la place de l'islam. L'identité des populations issues de ce nouveau contexte est largement construite autour de ces divers facteurs.

LES VARIANTES D'UNE "DIPLOMATIE DES MIGRATIONS"

Quelques travaux de recherche ont déjà fait état des politiques de l'exil et de l'émigration menées par les pays de départ ou les diasporas, à partir du soutien à des réseaux transnationaux de compatriotes (Mexique, Maroc), de l'encouragement aux transferts de fonds (Philippines), de la mise en place du vote consulaire (Italie), de la facilitation de la double nationalité (Turquie), de la mise en œuvre de politiques de retour et de réinsertion (Italie, Japon), de la tolérance à l'égard du vote de leurs nationaux ayant acquis la nationalité dans les pays d'accueil ou du vote local des étrangers dans ces pays (pays du Maghreb) qui servent aussi à mener une sorte de "diplomatie des migrations" dans les pays d'accueil en jouant sur le poids réel ou supposé du vote de ces nouveaux citoyens. D'autres travaux mettent en évidence l'existence d'Etats diasporiques, dont l'essentiel de la présence sur la scène internationale réside dans l'énergie déployée à l'égard de leur diaspora dispersée suite à une crise majeure (Erythrée). Par ailleurs, le débat européen actuel sur l'harmonisation des politiques de l'asile, lancé à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne, pose la question des politiques étrangères propres à chacun des pays et à l'expression de celles-ci, qui se joue dans la délivrance ou le refus du statut de réfugié, variable d'un Etat européen à un autre selon les relations bi- ou multilatérales propres à chacun avec les pays de départ.

Catherine WIHTOL de WENDEN

Patrick BAUDOUIN et Sophie BESSIS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, LAÏCITÉ : MYTHE OU RÉALITÉ ?

La France a une religion civile ou, plutôt, une religion d'Etat, qui se résume en quatre mots : **liberté, égalité, fraternité, laïcité**. Depuis plus de deux siècles pour les trois premiers, un siècle pour le quatrième, la République s'est faite le héraut, chez elle et au-delà de ses frontières, des principes dont ces termes sont porteurs. **"La France vote la liberté du monde"** lançait Saint Just à la Convention. Ses héritiers ont voulu l'exporter, par les armes le plus souvent, en tous les lieux de la planète.

Qu'est devenu, d'abord, le triptyque républicain ? Au début du XXI^e siècle, dans une société française et un monde qui ont peu à voir avec l'époque à laquelle il a été forgé, le contenu de ces trois termes est-il compris de la même manière qu'au temps de ses pères fondateurs ? Bien plus, ceux-ci ont-ils encore une pertinence si l'on s'avise de les confronter au réel d'aujourd'hui ? Plus encore, la France est-elle fondée à s'autoproclamer, comme elle continue de le faire, **"Patrie des Droits de l'Homme"** ? Autant de questions que ses élites ne

se posent peut-être pas assez. Il y va, pourtant, de la cohésion même d'une société jetée dans la tourmente des mutations contemporaines, démographiques, sociologiques, économiques, techniques, pour ne citer que les plus spectaculaires.

CETTE LAÏCITÉ QU'ILS NE COMPRENNENT PAS

Quant au terme de laïcité, venu plus tard renforcer la trinité première, il pose la question différemment, certains s'interrogeant sur sa capacité à s'adapter au phénomène nouveau de la diversité culturelle qui imprègne la société française, au même titre que l'ensemble des sociétés européennes. Tout le monde, en principe, aspire à plus de liberté, d'égalité, de fraternité. Il est en revanche des franges non négligeables de la population qui ne s'accrochent pas de la laïcité et qui s'efforcent à sortir la religion du domaine privé pour restaurer sa place dans l'espace public. Leur contestation est d'autant plus vive que la laïcité telle qu'elle est entendue en France est une spécificité qu'elle ne partage en

Europe qu'avec la Turquie. Ailleurs sur le continent, et outre-Atlantique, le concept est incompris. Tout aussi sécularisé dans les faits et doté des mêmes lois égalitaires, le monde anglo-saxon entretient d'autres liens avec la religion, depuis le monarque britannique qui demeure le chef de l'Eglise anglicane jusqu'au président américain qui prête serment sur la Bible.

UNE SACRALISATION PARADOXALE

Est-ce pour ces raisons que les crispations françaises sur le voile islamique y sont vues comme une singularité gauloise, dont on s'offusque d'ailleurs au nom de la liberté religieuse ? Sécularisme ou laïcité ? Querelle de termes ou de contenus ? Au-delà des controverses sur les tenues vestimentaires des dévôt(e)s, ce qui importe dans les deux cas, c'est de protéger les lois des intrusions du religieux et d'empêcher que la norme religieuse -quelle qu'elle soit- ne s'avise de régir à nouveau l'espace public. Car il n'est point de liberté ni d'égalité possible sans cette séparation. Il n'est pas d'Etat au monde où la religion dicte sa norme, qui les garantisse, de la liberté de conscience à l'égalité des droits.

Condition nécessaire donc, mais loin d'être suffisante. Revendiquant haut et fort son attachement à la laïcité, la France n'en est ni plus égalitaire ni plus fraternelle que ses voisins. Plus problématique peut-être : la France a si fortement sacralisé les termes de sa devise qu'elle semble aujourd'hui incapable de les adapter aux exigences de notre temps, au risque de les priver de sens pour une partie de plus en plus grande de sa population.

UNE PAROLE POLITIQUE DÉMONÉTISÉE

L'égalité sociale n'a jamais existé. Au reste, la Déclaration de 1789 se gardait bien de la prôner, limitant au seul domaine du droit son bénéfice. L'amélioration spectaculaire du niveau de vie général, surtout dans la seconde moitié du XX^e siècle, a en partie comblé dans les faits ce silence. La France d'aujourd'hui est majoritairement un pays de classes moyennes jouissant d'une large capacité de consommation, mais une partie non négligeable de la population reste exclue de cette catégorie. Plus de 10% des Français, ou plutôt de ceux qui habitent en France, vivent en-deçà de ce qu'on appelle le seuil de pauvreté. Ce n'est pas beaucoup par rapport à d'autres, dira-t-on. C'est énorme pour un des pays les plus riches du monde.

On ne fera pas la liste des inégalités concrètes dont sont victimes les plus pauvres, depuis la privation d'emploi jusqu'à un accès tronqué au savoir, confinés qu'ils sont dans des sous-apprentissages de ghetto. Ceux-là ne peuvent croire dans le second mot de la devise. Non seulement les politiques économiques et fiscales scandaleusement inégalitaires mises en oeuvre depuis quelques années ne leur redonneront pas confiance, mais elles dévaluent encore plus le langage politique chez ces marginaux du consensus social. L'indifférence à la pauvreté est porteuse de tempêtes, et c'est aussi une demande d'égalité concrète qui s'exprime dans les flambées régulières des ghettos sociaux qui se sont multipliées au cours des trente dernières années, et auxquelles le pouvoir apporte une réponse presque exclusivement répressive.

La fraternité, elle, se porte plus mal encore. Il y a aujourd'hui, en France, des hommes et des femmes moins frères que d'autres. Certes, il est des mots qu'on ne prononce plus, comme celui de race auquel les charniers nazis ont heureusement fait un sort. Il n'est pas sûr, toutefois, qu'en bannissant son usage, on ait fait disparaître les comportements qui lui sont attachés.

AU TEMPS DES "BONS" MIGRANTS BLANCS

La question migratoire, on s'en tiendra à cet exemple, résume de nos jours toutes les contradictions, les hypocrisies, les silences et la hiérarchisation implicite des humains dont l'Occident ne s'est pas départi. Le droit d'asile se rétrécit comme peau de chagrin et toutes les dernières lois tendent à durcir les conditions d'entrée et d'accueil des étrangers. Quant à la pratique, elle ne craint plus de se faire inhumaine. On a récemment renvoyé des Afghans à Kaboul. Les autorités en charge de l'expulsion ont affirmé, toute honte bue, que la capitale afghane était un lieu sûr. Les voilà donc renvoyés dans un pays ravagé par la guerre, occupé par les armées occidentales -dont la française- qui multiplie les "bavures" contre la population civile en prétendant la libérer. Depuis le déclenchement en 2003 de la guerre dans leur pays, Paris n'a accordé l'asile qu'à un nombre infime d'Irakiens. Le 28 septembre 2009, la junte militaire guinéenne a massacré à Conakry quelques centaines de partisans de l'opposition. Mais gageons que, comme les Afghans, les Guinéens qui s'adresseraient à la fraternité française en demandant l'asile se verraient vite expulsés au prétexte qu'ils ne sont que de vulgaires migrants économiques.

Souvenons-nous pourtant : avant la chute du Mur, on accueillait à bras ouverts les dissidents des pays de l'Est qui venaient à l'Ouest chercher la liberté. En 1973, c'est en France que nombre de Chiliens vinrent se réfugier pour fuir la dictature qui s'installait chez eux. Hier la France accueillait, aujourd'hui elle refoule. C'est que les migrants ne sont plus les mêmes. On ose à peine le dire : ceux de naguère étaient des "blancs", c'étaient des frères. Ceux d'aujourd'hui sont différents. Ils viennent souvent de pays que la France des Lumières occupa en prétendant les civiliser. Hier, ils furent asservis. Ils sont maintenant indésirables. La France, à sa décharge, n'est pas la seule à faire preuve de tant de cynisme. Tous les pays occidentaux se barricadent pour éviter des "invasions", mais ce faisant, seule ou accompagnée, elle n'en trahit pas moins sa devise.

A l'intérieur des frontières, cette devise est malmenée. Il en va ainsi également pour la liberté. Si le terme est sans doute le seul à faire consensus, force est d'observer, dans les faits, les nombreuses atteintes portées aux libertés, amplifiées après le 11 septembre 2001, au nom de la primauté du tout sécuritaire. Les exemples abondent, du renforcement de la législation anti-terroriste (garde à vue portée à 6 jours) à la multiplication des lois répressives (à l'égard des mineurs, des récidivistes, des "casseurs") sans parler de l'extension des fichiers et du recours à la vidéosurveillance.

KADHAFI ET CANOSSA

En matière de politique extérieure, la devise est tout aussi ignorée. La France se bat-elle en effet pour universaliser les valeurs dont elle se fait fort d'être porteuse ? Les inégalités se creusent

sur le plan national, les libertés individuelles sont trop souvent écornées par l'obsession sécuritaire qu'affichent aujourd'hui tous les régimes démocratiques, mais ces manquements -si graves soient-ils- apparaissent bénins au regard de ce qui se passe dans le reste du monde. Car c'est un gouffre qui sépare les pays les plus riches des plus pauvres. Or les premiers octroient aux seconds quelques aumônes quand, dans le même temps, ils consacrent plusieurs points de PIB au sauvetage d'un système qui n'a pas pu contribuer à ce scandale.

On sait, certes, que les Etats n'ont pas d'amis mais seulement des intérêts, et il ne sert à rien de faire de l'angélisme, mais au regard d'un minimum de considération pour les droits humains, ce nécessaire réalisme n'obligeait pas Paris à recevoir en 2007 avec tant de pompe l'autocrate libyen Mouammar Kadhafi, ni à se précipiter à Canossa pour remporter quelques contrats chez le colosse chinois. On défend la laïcité ici, mais on fait affaire avec Ryad en voulant ignorer que l'on y décapite les apostats. Les droits humains ne gouvernent pas le monde, contrairement à ce que clament les pourfendeurs du "droit-de-l'homme". Ils pourraient cependant être moins bafoués si des pays comme la France faisaient preuve d'un peu moins de frilosité.

FOSSOYEURS DE LEUR DEVISE ?

Au-delà du constat, il est temps de mesurer les conséquences de ce respect à géométrie variable des principes dont on se réclame. Car l'égoïsme, les politiques systématiques de double standard, l'injonction faite aux pays du Sud de respecter la liberté de circulation des capitaux et des marchandises quand celle des hommes et des femmes est interdite, sont en train, au sud de la planète, de les vider de leur sens. Si les principes ne sont pas suivis d'effets, les peuples -ici et là-bas- y croiront de moins en moins, à la satisfaction des dictatures et des apprentis sorciers de tout poil aux yeux desquels ils représentent le plus grand péril. A trop vouloir à la fois conserver intact leur statut économique et géopolitique de puissance et protéger leur richesse en interdisant à tous les damnés de la terre de se déplacer librement sur la planète, les Etats occidentaux pourraient bien être les fossoyeurs de la devise que la France est fière, à juste titre, d'avoir choisi.

Patrick BAUDOIN et Sophie BESSIS



www.fondation-seligmann.org

Le site de la Fondation Seligmann évolue. Vous y trouvez :

- Toutes les informations sur la Fondation Seligmann ;
- Ses activités : projets aidés à Paris et en Essonne, bourses attribuées ;
- Le journal Après-demain avec les sommaires des numéros depuis 1957.

Vous pouvez télécharger les fiches de demande d'aides, les fiches projets pour le concours ainsi que le bon de commande pour le journal Après-demain.

Vous pouvez vous abonner ou commander des numéros en ligne.

Sur ce site vous retrouvez toutes les informations sur le Prix Seligmann.

Pascal PEREZ

JUSQU'OUÙ LES "DIGITAL NATIVES" TRANSFORMERONT-ILS LE MONDE ?

Aujourd'hui, pour changer le monde, la jeunesse dispose d'un cheval de Troie : sa familiarité avec le numérique.

En première ligne des grandes mutations de l'histoire récente. La jeunesse des pays occidentaux, hétérogène, confrontée ou non à des difficultés d'insertion, aspire à un profond changement des règles du jeu de la vie économique et sociale. Les jeunes des pays émergents créent de la croissance économique, en tirent avantage et paraissent apolitiques. La jeunesse mondiale est numérique, "**digital native**", elle crée un nouveau monde virtuel qui va influencer le devenir du monde réel. La concurrence entre les jeunes du monde dira si le monde de demain sera individualiste ou solidaire.

La société se rêve éternellement jeune. La mutation du monde contemporain est incarnée par la jeunesse et par l'exploitation de son image. Instrumentalisée ou non, la jeunesse est aux avant-postes des grands événements de seconde moitié du XX^e siècle : la Révolution culturelle chinoise, le mouvement hippie, la contestation dans l'Europe de 1968, Tien an Men en 1989, ou encore l'Intifada. Les

révoltes en Grèce, les émeutes récurrentes des banlieues françaises, puis, en 2009, les manifestations en Iran, perpétuent la peur qu'inspirent aux pouvoirs les aspirations de la jeunesse. Quant à l'immigration, légale ou non, elle est principalement le fait de la jeunesse.

VECTEUR DU DÉSIR MARCHAND

Les philosophes des années 60 et 70, comme Herbert Marcuse ou Gilles Deleuze, les psychologues et les psychosociologues de l'École de Palo Alto dessinaient les contours d'un homme et d'une société postmodernes. La jeunesse s'est alors levée contre une organisation obsolète, régressive, pyramidale, autoritaire, de la société. Devenue adulte, l'ancienne jeunesse libertaire américaine a amorcé la mutation de la société occidentale. Elle a substitué la volonté individuelle à la soumission à l'autorité comme moteur de l'action humaine.

De jeunes prodiges ont créé des nouvelles technologies de communication, lesquelles ne laissent pas d'autre choix aux organisations que le travail en réseau et en mode projet. La

société occidentale est aujourd'hui plus décontractée, plus tolérante, plus diverse. La jeunesse est aussi, dans notre société, un concept marketing global. Quel produit ne se vend-il pas en valorisant les propriétés de la jeunesse ? Avec l'extension du capitalisme à l'ensemble de la planète - à l'exception de quelques Etats irréductibles ou de zones de conflit permanent - l'image de la jeunesse est le principal véhicule des entreprises pour créer et entretenir le désir marchand.

La jeunesse mondiale d'aujourd'hui est "**digital native**" (tout au moins là où la fracture numérique ne se fait pas sentir). Les communications électroniques sont "**pervasives**". **Facebook** réunit 275 millions de terriens dont la moitié se connecte chaque jour. En France, 60% des inscrits ont moins de 30 ans. L'utilisation intense, volatile et inventive des communications électroniques par la jeunesse constitue un ferment puissant de transformation de la condition humaine. La jeunesse invente ainsi un nouveau monde mais s'il existe une jeunesse mondiale "digital native", celle-ci n'appréhende pas l'avenir avec les mêmes chances, selon son environnement économique et social.

PAUVRETÉ ET PRIVILÈGES : DEUX OBSCÉNITÉS

Les jeunes sont diverses et sont en concurrence. La population âgée de 18 à 25 ans s'élève à 8 millions en France, à 75 millions en Europe. Elle compte 250 millions d'individus en Inde, où 60% de la population a moins de 30 ans.

La jeunesse occidentale est hétérogène. La veuve d'un soldat mort en Irak, un ingénieur, une fermière "bio", un couple gay, un fonctionnaire d'une collectivité locale en France et un

entrepreneur en e-business ont-ils une vision commune du monde de demain ? La plupart des jeunes se préoccupent de faire face au court terme. Les jeunes occidentaux paient le prix fort du recul des acquis sociaux, de la désindustrialisation et des délocalisations. Le besoin d'un deuxième salaire dans les familles a réduit le nombre de femmes au foyer et ces deux salaires ne suffisent même plus à financer les études des jeunes. L'âge de l'autonomie financière recule en même temps que le travail des jeunes se développe. En Occident, les jeunes peu qualifiés connaissent des situations impensables de pauvreté, d'exclusion, de stigmatisation. Pourtant, bien qu'un enrichissement général prévaille, l'acceptation sociale de ce gâchis humain traduit une absence de vision à long terme d'une communauté. Pire, une minorité de la jeune génération perçoit des revenus indécents, issus d'activités dont l'utilité sociale est négative (bulles financières des télécoms, d'Internet, des devises, des produits financiers toxiques, de l'immobilier, du trafic de drogues).

QUEL NOUVEAU CONTRAT SOCIAL ?

Une étude du Département de la Défense américain montre une certaine stabilité des valeurs (buts de la vie, citoyenneté...) mais, par exemple, un réel déclin des vocations à entrer dans l'Armée : la part de jeunes Américains non intéressés est passée de 40 à 60% en moins de vingt ans.

La diversité des situations sociales vécues par la jeunesse occidentale ne doit pas cacher un phénomène : le cloisonnement entre les choix professionnels, politiques et de consommation des jeunes s'estompe. Qu'ils soient intégrés ou plongés malgré eux

dans la marginalisation, les jeunes occidentaux –consommateurs frugaux parce qu'ils le veulent ou parce qu'ils ne peuvent faire autrement– sont critiques envers le capitalisme. La préférence des jeunes diplômés pour des emplois riches en contenu et qui font sens (environnement, développement international...) va conduire les entreprises occidentales à chercher une utilité sociale et environnementale. Le modèle de contribution gratuite à l'économie du logiciel libre ou à Wikipédia, préfigure **un nouveau Contrat social** que l'impasse politique, financière et sociale dans laquelle vont se trouver les Etats occidentaux dans quelques semestres, peut conduire la jeunesse à revendiquer et à obtenir. Celui-ci se composerait d'un revenu minimum et, en contrepartie, de contributions bénévoles tout au long de la vie. Pour les Américains, la citoyenneté est synonyme d'engagement, celui-ci passant par le travail social, mais c'est l'Europe qui est peut-être mieux à même d'institutionnaliser cette nouvelle forme de protection.

HIGH-TECH, CONSERVATISME ET INTÉGRISMES DIVERS

Une étude, faite en 2007 par la chaîne "Headlines today³" de New Delhi, révélait à quel point les jeunes Indiens sont conservateurs. Ils préfèrent rester à la maison au lieu de sortir pour faire la fête, respectent leurs parents, refusent la vie sexuelle préconjugale. Sur le plan politique, ils prônent la lutte contre la corruption et un matérialisme raisonné. Ils sont beaucoup plus nombreux à être fans de la star du cricket, Sachin Tendulkar que d'une Sonia Gandhi. Ce conservatisme des jeunes Indiens tempère l'idée d'une jeunesse mondiale à l'unisson et même à Bangalore, pôle mondial de services informatiques, présentée comme la

Silicon Valley indienne, la vie des jeunes filles actives est grevée par un intégrisme religieux, violent et borné.

En Chine, les instituts de sondage –dont on imagine l'indépendance– ont beau s'efforcer de démontrer que la jeune génération accorde à la stabilité sociale une importance capitale, et la propagande officielle assurer que le patriotisme demeure une valeur de la jeunesse chinoise, celle-ci, notoirement pragmatique et individualiste, a pour seul horizon l'accomplissement personnel.

En réalité, la jeunesse chinoise, plurielle et diverse, est dans une relation "win-win" avec un pouvoir politique qui craint de ne pas être capable d'apporter chaque année plus d'emplois, plus de logements, plus de prestations sociales à une population croissante, vieillissante et de plus en plus urbaine : les fruits du travail de cette jeunesse permettent à chacun de mener individuellement une vie meilleure que celle de la génération précédente et donnent à l'Etat les moyens d'assumer ses responsabilités collectives, l'absence de liberté politique n'étant que le prix à payer pour cet individualisme revendiqué et généralisé.

FINIR SA SOUPE, FAIRE SES DEVOIRS

La jeunesse mondiale est placée dans une situation inédite de concurrence économique. A cet égard, la comparaison du journaliste Thomas Friedman est on ne peut plus éloquente : ***"Quand j'étais enfant, mes parents me disaient, finis ta soupe, il y a des Chinois et des Indiens qui meurent de faim. Aujourd'hui, je dis à mes filles, finissez vos devoirs, il y a des Chinois et des Indiens qui en veulent bien pour prendre votre job demain"***.

Après les délocalisations des emplois industriels, la délocalisation des emplois à forte valeur ajoutée est un problème majeur pour la jeunesse en Europe. Celle-ci paraît souvent passive aux yeux des enseignants. Ses formes de rébellion sont autodestructrices : recours aux drogues, à la désocialisation, fuite dans le virtuel au détriment de la vraie vie, surconsommation de jeux et de vidéo. La jeunesse occidentale est affaiblie par la déstructuration, l'effacement et l'individualisation de la transition entre l'adolescence et l'âge adulte. Comment une telle jeunesse peut-elle exprimer son aspiration au changement ? Rivés aux sondages et à la com', les dirigeants politiques et économiques de nos Etats vivent pour le court terme, fixé par le temps médiatique. Nul besoin de projet, ni de bilan, pour être élu, mais il faut faire jeune !

LA RÉBELLION AU BOUT DES DOIGTS

Le monde a besoin du coup d'état numérique de la jeunesse.

Comme le monde occidental, la jeunesse qui l'habite est à la croisée des chemins. Ou bien le déplacement du centre de gravité économique vers l'Asie se traduira par une sortie de l'Histoire d'une Europe affaiblie et sans influence, ou bien la jeunesse européenne parviendra, sans idéologie mais par l'addition et l'interaction de ses choix quotidiens, à orienter la société dans une nouvelle direction de développement durable et personnel.

La jeunesse mondiale est instrumentalisée par des dirigeants expérimentés,

habiles, âgés (apparatchiks chinois, hautes castes indiennes, annonceurs, employeurs). L'aspiration des jeunes occidentaux au développement personnel et durable ne trouve pas un écho politique à sa mesure. Comment sortir du monde actuel, dont l'offre binaire se réduit à la société de consommation ou à la marginalisation ? La jeunesse a, au sens propre, le pouvoir au bout des doigts ! En une journée, plus d'un million de refus se sont exprimés sur Internet à l'encontre des projets d'un opérateur de réseau social. Pratiquant cette forme de rébellion qui n'appartient qu'à la nouvelle génération, un hacker mettra d'un jour à l'autre Internet à genoux pendant quelques heures, avec des conséquences effroyables. La puissance des communications électroniques est entre les mains des jeunes, de ceux qui produisent déjà un monde nouveau, virtuel, qui, progressivement, remplacera le monde ancien.

Pascal PEREZ

Lexique

1. "Digital natives" : se dit de la génération qui a grandi avec les outils numériques (Internet, téléphone mobile, appareil photo, i-pod ...) par opposition aux générations précédentes qui ont migré vers le numérique et que l'on appelle "immigrants numériques".
2. "Pervasives" : emprunté de l'anglais, c'est un dérivé du latin "pervasus", participe passé de "pervadere" qui signifie "aller de toutes parts, s'insinuer, se propager, s'étendre, se répandre".
3. "Headlines Today" est, en Inde, la première chaîne de télévision dédiée à l'information 24 heures sur 24 en langue anglaise ; elle dessert particulièrement les mégapoles de l'Union.
4. "Win-win" : expression anglo-américaine signifiant "gagnant-gagnant".-- This message has been checked by ESVA and is believed to be clean.

Catherine LALUMIÈRE

LE MODÈLE EUROPÉEN AU DÉFI DU XXI^E SIÈCLE

En 2005, à l'occasion du référendum sur le Traité constitutionnel, les Français ont parlé de l'Europe. C'est suffisamment rare pour être signalé. Ils en ont souvent parlé mal, en multipliant les erreurs, les à-peu-près, voire les mensonges, mais ils en ont discuté et, d'une certaine manière, se sont approprié la question. Cela est sain, même si l'on eût souhaité un peu plus de rigueur.

Cette appropriation du thème par les citoyens, nous l'attendons depuis 50 ans. Force est de reconnaître que la construction européenne, dans ses premières années, a été pensée et conduite par quelques pionniers tels que Robert Schuman ou Jean Monnet. La plupart des citoyens ont été des spectateurs mal informés et plutôt passifs.

UN MALAISE QUI DURE

Aujourd'hui, non seulement la construction européenne a réalisé beaucoup de choses -bonnes ou mauvaises ; on peut en discuter- mais elle a besoin d'un soutien populaire. Réciproquement les citoyens eux-mêmes ont besoin de connaître leurs droits et leurs devoirs afin d'agir en connaissance de cause et d'assumer pleinement leurs responsabilités

civiques. En l'occurrence, l'ignorance est néfaste, et pour l'Europe et pour les Européens.

Or, l'Europe d'aujourd'hui se cherche toujours. Elle a multiplié les réalisations depuis l'après-guerre ; les optimistes, dont je fais partie, parleront de progrès mais il demeure qu'on doit, aujourd'hui encore, constater un malaise qui se traduit par l'incapacité, pour beaucoup, de répondre à cette question, apparemment simple : L'Europe ? Pour quoi faire ?

PRODUIRE, AVOIR, CONSOMMER

L'époque est au concret, et aux exigences qui relèvent de ce qui se touche, se mesure et se voit. L'Europe n'échappe pas à cette pensée dominante qui n'attache vraiment d'importance qu'aux biens matériels que l'homme et la société doivent produire, échanger, distribuer et consommer. Le Traité de Rome, qui avait pour objectif la réalisation d'un marché commun, entrainait parfaitement dans ce grand mouvement qui domina la fin du XX^e siècle : l'économie devait tenir la première place non seulement en Europe, mais progressivement sur l'ensemble de la planète.

Certes, des différences existaient dans la manière de produire et la façon de distribuer la richesse produite. La droite et la gauche se distinguaient, pour ou contre le capitalisme, mais l'une et l'autre ont eu en commun d'avoir fait du matérialisme le socle commun de leur action.

BELLES INTENTIONS, NOBLES OBJECTIFS

Sur ce socle matérialiste, les chantiers du XXI^e siècle ne manquent pas, et l'Union européenne a de quoi s'occuper. On peut en avoir une idée en lisant les orientations présentées par José Manuel Barroso lors de sa réélection à la Présidence de la Commission, ou en écoutant le nouveau Président du Parlement européen, Jerzy Buzek, ainsi que les leaders des Groupes politiques du Parlement qui se sont exprimés depuis la rentrée parlementaire. Au-delà de quelques différences, ils parlent tous de réformer le système financier international, de rapprocher les politiques économiques des Etats membres, ou mieux, d'élaborer une politique économique commune. Ils insistent tous, avec plus ou moins de vigueur, sur la nécessité de lutter contre les atteintes au climat et à l'environnement ; ils prônent une politique énergétique européenne. Ils insistent, à juste titre, sur l'importance de l'éducation et parlent de l'"**économie de la connaissance**".

Bref, sur la base de la stratégie de Lisbonne adoptée en 2000 et quelque peu mise à jour depuis pour tenir compte des crises de 2008, on voit se dessiner les grands chantiers sur lesquels l'Union européenne va travailler dans les années futures. Les objectifs sont nobles : lutter contre le chômage, créer des emplois, retrouver la croissance, améliorer le pouvoir d'achat et, ce faisant, le bien-être de la population.

Qui peut contester de tels objectifs alors que, à l'évidence, ils correspondent aux besoins ressentis par nos concitoyens ?

GAUCHE ET DROITE : DEUX DISCOURS SUR UN MÊME TERRAIN

Certes, il y a -et il y aura- contestations sur les modes de répartition de la richesse. Les syndicats et le patronat s'opposeront. De même, les forces politiques seront en désaccord : les uns opteront pour le libéralisme économique et le capitalisme, le marché et la concurrence ; les autres, socialistes, parleront de service public, de régulation, du rôle de l'Etat. Mais les uns et les autres, finalement, resteront d'accord pour évoluer sur le terrain des biens matériels et de l'argent. Ce n'est pas l'apanage de l'Europe. Aujourd'hui, presque partout dans le monde, on peut faire la même constatation. C'est ce système que dénonce avec force l'économiste Amartya Sen. C'est ce que vient de reprendre avec clairvoyance le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, dans une interview au Monde parue le 27 août 2009, où il appelle de ses vœux ce qu'il nomme un axe "**économie-anthropologie**" beaucoup moins matérialiste et étriqué qu'aujourd'hui.

VANITÉ DU "TOUJOURS PLUS"

En effet, il n'est pas interdit de prendre un peu de recul et de se poser la question : ces objectifs économiques et matériels, aussi importants soient-ils, sont-ils suffisants ? Le projet européen est-il uniquement d'ordre économique **stricto sensu** ? Si c'était le cas, cela conviendrait parfaitement à certains, par exemple à ceux de nos amis

britanniques qui considèrent l'Union européenne comme une simple zone de libre échange.

Apparemment, cette vision étriquée et orientée du projet européen ne satisfait pas tout le monde. L'Union européenne est contestée et le doute s'installe. D'abord sur l'efficacité de l'Europe pour atteindre les objectifs matériels qu'elle s'est fixé. Mais, petit à petit, le malaise apparaît plus profond. La construction européenne a-t-elle seulement pour but de produire plus, de consommer plus, de gagner plus, comme si nous étions des malades atteints d'une fringale incoercible ?

LE GOÛT DE LA LIBERTÉ, CELUI DU COCA-COLA

On a célébré, en novembre dernier, les vingt ans de la Chute du Mur de Berlin. Vingt ans déjà. C'est l'occasion de faire un retour en arrière.

A l'époque, j'ai eu la chance de connaître certains des acteurs à l'origine de ces révolutions qui aboutirent à l'effondrement des régimes communistes. L'enjeu pour ces combattants de Solidarnosc, à Gdansk, du Forum civique autour de Vaclav Havel à Prague, pour ceux des Etats baltes, de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie, n'était pas prioritairement économique. L'enjeu était d'abord la liberté. Leur force, ces résistants la puisaient dans une immense envie de liberté face au communisme et à l'imperium soviétique.

Certes, par la suite, une fois la révolution réalisée, le désir de bien-être, à l'occidentale, prit une place essentielle. L'idéal "coca-cola – grosses voitures" joua son rôle et est encore très présent mais les forces qui soulevèrent des montagnes furent bien davantage d'ordre spirituel que matériel.

L'OBSESSION DES PÈRES FONDATEURS

Si l'on remonte encore plus loin dans le passé, on peut faire la même constatation. Les Pères fondateurs de la construction européenne ont eu d'abord des objectifs qui n'étaient pas économiques. Ils voulaient la paix, mais aussi ils voulaient trouver les moyens d'empêcher le retour des totalitarismes qui avaient été le cauchemar des années trente jusqu'à la Libération de 1945. C'est pour cela qu'ils prônèrent dès le début du processus, y compris dans des textes écrits entre 1940 et 1945, le respect des droits de l'homme, de l'Etat de droit, de la démocratie pluraliste, bref le respect de la liberté.

Le projet de la construction européenne, dès le début, reposa ainsi sur une véritable philosophie politique, et finalement sur la recherche d'un modèle de société établi sur un socle de valeurs humanistes.

Ce n'est que plus tard que Robert Schuman, sous l'inspiration de Jean Monnet et sans renier ces valeurs, s'engagea sur le terrain économique en proposant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA). Le succès de celle-ci incita les successeurs à adopter le Traité de Rome, lui aussi axé sur un objectif concret, essentiellement économique. Ni la CECA, ni le Traité de Rome ne sont critiquables du fait qu'ils concernent l'économie. Ils furent extrêmement utiles, mais on peut regretter que la dimension économique et matérialiste ait envahi le paysage au fil des années qui suivirent.

L'OUBLIÉ DE L'EUROPE

Certes les questions importantes n'ont pas manqué : lever les obstacles à la libre circulation des marchandises, des

services, des capitaux et, naturellement, des personnes ; adopter une monnaie unique ; développer les premières politiques communautaires : la PAC, la politique commerciale internationale, etc. Mais, insidieusement on a sacrifié non pas tant la dimension sociale (l'Europe sociale a progressé, notamment sous l'impulsion de Jacques Delors, tout en restant perçue comme un correctif à la logique purement économique) que la dimension humaine, globale, politique du projet européen.

Finalement, aujourd'hui, au XXI^e siècle, quel est le principal enjeu ?

L'Europe est **"ancienne"** comme le disait Jacques Le Goff en réponse à Donald Rumsfeld qui parlait dédaigneusement de la **"vieille"** Europe.

Les européens d'aujourd'hui ont derrière eux des siècles d'histoire (**"28 Siècles d'Europe"** est le titre de la belle anthologie de Denis de Rougemont, parue pour la première fois en 1961). Qu'on le veuille ou non, nous sommes les héritiers de cette longue histoire qui connut des heures de gloire mais aussi beaucoup de crimes et d'horreurs. Nous sommes aussi les héritiers de cultures diverses qui ont convergé vers ce creuset que l'on a pu appeler la civilisation européenne : tradition judéo-chrétienne et, plus largement, monothéiste ; tradition de l'antiquité gréco-romaine ; influence arabe, etc.

UN "MODÈLE" POUR LE MONDE ?

De toute cela est né un modèle de société qui présente des caractéristiques que l'on peut grossièrement résumer en trois lignes : d'abord

reconnaissance et respect des droits de l'homme et de leur liberté ; effort vers la solidarité et la justice sociale ; recherche du bien-être matériel par une économie prospère.

Ce "modèle" est à la base de la construction européenne depuis 1945. C'est lui qui donna son sens au projet européen depuis le premier jour. Et c'est lui qui devrait être l'inspirateur de ce que fera l'Union européenne dans le siècle qui commence.

D'abord ce qu'elle fera ou ce qu'elle devra faire pour les européens eux-mêmes, mais aussi dans le reste du monde. L'Europe, au travers de ce bel outil qu'est l'Union européenne, n'a tenu jusqu'à présent qu'un rôle modeste sur la scène internationale. Le Traité de Lisbonne, mais surtout l'air du temps, les besoins qui s'expriment ici et là, devraient lui permettre, ou plus exactement devraient l'obliger à tenir une place et à jouer un rôle accru dans les affaires internationales futures, un rôle modérateur, un rôle d'équilibre fondé sur les principes évoqués plus haut.

Je prends ainsi à mon compte une phrase de Jacques Derrida qui, après avoir beaucoup douté de l'Europe, disait à la fin de sa vie : **"ce que l'on nomme algébriquement l'Europe a des responsabilités à prendre, pour l'avenir de l'humanité, pour celui du droit international – ça c'est ma foi, ma croyance. Et là, je n'hésiterai pas à dire" "nous les Européens"**¹.

Catherine LALUMIÈRE

1. Jacques Derrida, entretien avec Jean Birnbaum paru dans "le Monde" du 19 août 2004.

Bernard GUETTA

L'EUROPE OU LE RETOUR DE LA GÉOGRAPHIE

Fondatrice du désordre international, moment essentiel des temps présents, la scène se passe à Londres. Ce jour-là, le 16 juillet 1991, Mikhaïl Gorbatchev vient y demander l'aide des sept pays les plus industrialisés du monde. L'anarchie monte en URSS. La perestroïka a encore aggravé les pénuries et allongé les queues. En Ukraine, en Géorgie, en Arménie, dans les Pays baltes, les dirigeants des Républiques épousent les aspirations indépendantistes dans l'espoir de sauver leur poste en se démarquant de la Russie. Le mécontentement gronde et le dernier espoir de Gorbatchev est que le G-7 lui donne le temps et les moyens d'achever ses réformes, qu'il accepte de remplir les états soviétiques, de financer la transition économique de l'URSS et sa transformation en un marché commun, calqué sur celui de l'Ouest.

GORBATCHEV, ELTSINE, POUTINE, TROIS NOMS ET UNE LEÇON

Les dirigeants occidentaux ont devant eux l'homme qui a entrepris le démantèlement des monopoles d'Etat et permis, dix-huit mois plus tôt, la chute du Mur ; l'homme qui n'a rien fait pour empêcher l'Europe centrale de recouvrer sa liberté, qui l'y a même délibérément encouragée ; celui qui a organisé, au printemps 1989, des élections

pluralistes en URSS et approuvé la "table ronde" polonaise d'où est sorti le premier gouvernement non communiste du bloc soviétique, mais cet homme-là, Prix Nobel de la paix, le G-7 lui refuse toute aide et l'éconduit, malgré les efforts de François Mitterrand. **"Je ne serai plus là l'an prochain"**, dit-il, accablé, et il doit, en effet, se retirer, en décembre suivant, lorsque Boris Eltsine, impatient de le remplacer, dissout l'Union soviétique à l'issue d'une nuit de beuverie.

Par désir de réduire encore la puissance russe, par cécité, les dirigeants occidentaux viennent non seulement de précipiter la chute de Mikhaïl Gorbatchev mais aussi de transformer en révolution l'évolution qu'il avait souhaitée. Le rêve d'une économie mixte, en marche vers l'économie sociale de marché, cède la place à une "thérapie de choc". Sous couvert de privatisations, toute la richesse nationale est partagée entre les affidés du clan Eltsine. Malgré toutes les promesses faites en 1989, l'OTAN s'étend et, parallèlement, la diplomatie russe s'aligne sur la politique américaine dans un rapport de pure et simple vassalité. L'aide qu'on avait refusée à Gorbatchev se déverse sur son successeur avant de disparaître sur des comptes privés et, lorsque l'Occident eut ainsi convaincu les Russes que, finalement, les communistes disaient vrai, que l'économie de marché et la

démocratie n'étaient que la loi du plus fort, la route s'ouvrit à Vladimir Poutine, artisan d'une régression autoritaire de la Russie.

LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT

L'occasion d'unir l'Occident et le pays le plus étendu du monde, de les unir dans ce directoire mondial qu'aurait alors pu devenir le Conseil de sécurité, a été perdue à Londres et c'est ce que nous payons aujourd'hui. Au prix fort, car l'Union soviétique a si soudainement éclaté en 1991 que rien n'a encore pu remplacer l'équilibre de la Guerre froide.

Dans ces années-là, on avait oublié qu'il y avait deux Ukraines, que la Tchétchénie attendait l'heure de sa revanche et que la Russie se dépeuplait tant que la Sibérie et l'Asie centrale devenaient des proies tentantes pour la Chine surpeuplée. On n'avait pas su voir, non plus, que ces brigades internationales de l'islam qui avaient défait l'URSS en Afghanistan pourraient se retourner contre leurs commanditaires, l'Occident et les régimes arabes ; que l'Asie aurait à trouver ses équilibres comme l'Europe se les était cherchés si longtemps dans tant de guerres toujours plus atroces ; que le tournant économique pris par la Chine pourrait bientôt faire d'elle – c'est maintenant imminent – la deuxième puissance économique du monde ; que l'essor du plus peuplé des pays, de l'Inde, du Brésil, de l'Iran et de tant d'autres Etats hier encore secondaires viendrait relativiser la suprématie mondiale acquise par l'Occident depuis la Renaissance – que tout ce qui bouillait, en un mot, sous l'apparent statu quo de l'après-guerre, changerait totalement et brutalement le monde sitôt le communisme enterré.

L'AMÉRIQUE, ENTRE AUTRES

On y est aujourd'hui. Dans l'incertitude d'une précipitation chimique, de nouveaux équilibres sont à bâtir. L'histoire est en marche, une longue marche, et il n'y a personne pour canaliser sa fureur – plus même cette Amérique qui s'était crue capable de le faire sous Bill Clinton et sous le premier mandat de Bush mais n'est plus qu'une puissance parmi d'autres, toujours la plus forte mais, désormais, plus unique et encore moins omnipotente.

Alors ?

Alors, il nous faut parvenir à bâtir un équilibre des puissances qui ne peut plus passer que par l'affirmation d'un nouveau type d'empires, non plus l'annexion de petits pays par une puissance dominatrice, mais la constitution d'ensembles régionaux de taille continentale, à même d'organiser leur zone et de négocier leurs relations d'égal à égal. Il faut décentraliser le pouvoir mondial pour la simple raison que personne ne peut plus l'exercer, qu'il est d'ores et déjà multipolaire et qu'il faut partir de cette réalité.

C'est là que l'Europe est tellement essentielle.

OVNI POLITIQUE ET MODÈLE ENVIÉ

On le sait, elle est en crise. Traité de Lisbonne ou pas, ses citoyens ne se reconnaissent plus en elle parce qu'elle s'est tellement élargie et approfondie qu'ils voient disparaître le cadre familial de leurs consensus nationaux, ne savent plus ni qui décide ni comment peser dans cette Fédération d'Etats-nations, cet ovni politique qui se façonne en marchant. La crise est là et va durer longtemps

mais s'il est une "nation indispensable", c'est l'Europe.

Elle l'est parce que l'Union européenne incarne ce nouveau type d'empire où la souveraineté nationale n'est plus niée mais volontairement partagée, transcendée par des institutions, des règles et des politiques communes. Elle l'est parce qu'aucun des regroupements régionaux existants ou en cours n'est aussi avancé qu'elle sur la voie de l'unité, qu'elle est ainsi la référence et la source d'inspiration pour tous les continents et parce qu'elle est, surtout, exemplaire.

L'Union européenne est non seulement fondée sur l'Etat de droit comme le sont les Etats-Unis mais, également, sur l'économie sociale de marché, sur l'idée qu'il n'y a pas de stabilité politique sans lois et règles garantissant un équilibre entre le Travail et le Capital, sans une constante négociation du Contrat social. Nulle part ailleurs, cette idée n'est autant présente dans les lois fondamentales d'un Etat, petit ou grand, et nulle part ailleurs, non plus, elle n'est autant enracinée dans l'Histoire puisque c'est en Europe que plus d'un siècle de luttes sociales ont modelé les échiquiers politiques, inventé l'Etat-providence et fait de la solidarité contre le chômage et la maladie un acquis que le reste du monde a toute raison de nous envier.

AUTRES PILOTES, NOUVEL HORIZON

L'Union est essentielle au monde mais pour qu'elle ne devienne pas la désunion européenne, victime à son tour de la disparition soviétique, il faut à la fois la réconcilier avec ses citoyens et lui redonner un horizon et des pilotes qui l'en rapprochent.

Tant que les grands courants politiques européens ne se résoudreont pas à former de vrais partis paneuropéens allant aux élections européennes avec des programmes et des candidats communs, il n'y aura pas de démocratie dans l'Union. Les décisions continueront d'y être prises dans d'obscures tractations entre les gouvernements des Etats membres, sans que les responsabilités et les choix des uns et des autres soient clairs, sans que la composition et les politiques de la Commission découlent de la majorité parlementaire que l'électorat paneuropéen aura formée par ses votes.

Avant que le désamour des Européens pour l'Europe ne devienne trop grand, voire irréversible, il faut que des partis européens défendent des idées pour l'ensemble de l'Union et prennent les manettes de la Commission, en fassent un gouvernement assis sur la majorité parlementaire formée par l'électorat paneuropéen. C'est l'étape essentielle mais elle n'est pas suffisante.

FRANCE ET ALLEMAGNE, UN PAS PLUS LOIN

Parallèlement, la France et l'Allemagne doivent resserrer leurs liens, non pas pour redevenir ce directoire européen qu'elles ne peuvent plus constituer dans une Union à 27, mais pour montrer, à deux, ce que l'Europe pourrait si elle voulait. On n'aime pas l'admettre, encore moins le dire, mais on ne peut pas décider à 27 et bientôt plus, car, même majoritaire, une décision ne peut s'imposer aux Etats que si elle est quasiment consensuelle. Tant que l'Europe ne sera pas vraiment fédérale, autant dire pendant longtemps, elle sera constamment au bord de la paralysie, en permanent danger de se réduire à ses plus petits communs dénominateurs, et son

affirmation passe donc par celles d'avant-gardes, décidées à aller plus loin, plus vite et à entraîner les autres par la force de l'exemplarité.

D'où l'ambition, désormais caressée par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, de coordonner aussi systématiquement que possible les politiques de la France et de l'Allemagne dans les domaines économique, industriel et financier, de les faire parler d'une seule voix sur les scènes européenne et internationale, de trouver les gestes symboliques qui marqueraient cette volonté et d'ouvrir, bien sûr, leurs initiatives communes à tous ceux des autres Etats membres qui souhaiteraient s'y joindre.

LA CONVERSION DE DEUX ATLANTISTES

La tâche est ardue. Elle demande audace et prudence, exige de se hâter lentement, mais il est frappant que la Chancelière et le Président, deux per-

sonnalités que seul rapprochait leur atlantisme, en soient venues à cette ambition commune à l'exact moment où même l'élection de Barack Obama ne redonne pas aux Etats-Unis le poids qu'ils ont eu.

Le monde a besoin de l'Europe, d'une Europe politique, acteur de la scène internationale, qui puisse organiser la croissance et la stabilité du continent en partenariat avec la Russie et devenir l'interlocuteur nécessaire des mondes africain et arabo-musulman, le pôle d'attraction de ces deux zones dont les Etats-Unis se détourneront de plus en plus pour se recentrer sur l'Amérique latine, le Canada, la Chine et le Japon.

Avec la fin de la Guerre froide, la géographie reprend ses droits. On redécouvre frontières, marches et zones d'influence : l'existence de continents dont la structuration politique est la clé d'un nouvel ordre mondial.

Bernard GUETTA



FONDATION SELIGMANN

...POUR VIVRE ENSEMBLE

LES BOURSES 2009-2010 de la FONDATION SELIGMANN Appel à candidatures

La FONDATION SELIGMANN a décidé de décerner à la fin de chaque année scolaire, plusieurs bourses d'une valeur de 1000 € permettant à des classes de collégiens, lycéens ou apprentis, seules ou avec les membres de la communauté éducative et les parents d'élèves, d'énoncer et de réaliser un projet traduisant leur désir du "Vivre ensemble" et de refuser le racisme et le communautarisme.

Les BOURSES 2009-2010 de la FONDATION SELIGMANN exclusivement réservées aux établissements de l'Essonne et de Paris, seront attribuées par un jury, désigné par le Conseil d'Administration de la Fondation, qui se réunira en mai 2010 pour délibérer. Le journal "Après-demain", organe de la FONDATION SELIGMANN, publiera la liste des lauréats et des bourses attribuées.

La fiche projet d'établissement peut-être téléchargée sur le site de la Fondation Seligmann www.fondation-seligmann.org

Les candidatures seront à adresser à la FONDATION SELIGMANN
4 rue Amélie - Boîte 26 – 75007 PARIS,
avant le 30 mars 2010.

Site : www.fondation-seligmann.org Contact : fondation-seligmann@orange.fr

“Promotion Françoise Seligmann”

La Fondation Seligmann est fière d’annoncer que cinq jeunes élèves du Lycée Robert Doisneau à Corbeil-Essonnes ont été admises au concours d’entrée de l’Institut d’Etudes Politiques de Paris en 2009. La réussite de Nora Aid Abdellah, Clémentine Aymard, Marianne Hobeika, Fanny Pestel, Bellinda Yem, fruit de leur travail est aussi celle de l’équipe de ce lycée Pôle d’excellence dirigé par Geneviève Piniau.

LES ACTIONS DE LA FONDATION SELIGMANN

Pour la fin de l’année 2009 et l’année scolaire 2009-2010, la Fondation Seligmann a plus particulièrement apporté ses aides financières à des projets destinés à l’alphabétisation, au “Français langue étrangère” comme à des ateliers d’apprentissage sociolinguistiques et à l’accompagnement à la scolarité, afin de permettre une meilleure insertion des enfants étrangers et de leurs parents, sans oublier le volet culturel, élément indispensable à l’intégration. Les aides s’inscrivent toutes dans la durée. Elles ont aussi porté sur la sensibilisation des publics au problème des violences faites aux femmes étrangères.

ACQUISITION DE SAVOIRS LINGUISTIQUES AU CENTRE INTERNATIONAL DE LA CIMADE DE MASSY

Depuis 40 ans, la **CIMADE** a accueilli, au Centre International d’hébergement provisoire de Massy, dans l’Essonne, plus de 5000 personnes, hommes et femmes, étudiants et réfugiés, couples et familles avec enfants, venant de plus de 100 pays. Les grands drames du monde, comme les grands combats pour la liberté rythment depuis ce temps la vie du Centre. Chacune et chacun porteur de son drame, mais aussi de la richesse de sa culture et de son espérance. Aujourd’hui, par un mouvement de rotation sur une année, ce sont plus de 190 réfugiés qui béné-

ficient des prestations de cette structure pour bâtir et mettre en œuvre leur projet d’intégration.

La CIMADE propose une action ayant pour but de favoriser l’intégration des personnes étrangères réfugiées, afin d’accélérer le processus de sortie du Centre international d’hébergement provisoire de Massy, avec la mise en place d’un projet d’acquisition de savoirs linguistiques. Cette démarche s’insère en complément du Contrat Accueil et Intégration et de la formation linguistique proposée par l’Etat dans l’Essonne, l’un et l’autre insuffisants au regard des spécificités de ces populations réfugiées.

Ce projet est destiné prioritairement aux migrants non francophones,

réfugiés hébergés au Centre et demandeurs d'asile, aux adolescents de plus de 16 ans non bénéficiaires de formation, pour leur permettre de maîtriser les savoir-faire langagiers de base et de développer leur autonomie.

La Fondation Seligmann permet la prise en charge de prestations d'accompagnements pédagogiques pour l'acquisition de savoirs linguistiques d'une quinzaine de personnes.

ATELIERS VIDÉO, DANS LE CADRE D'ATELIERS DE SAVOIRS SOCIOLINGUISTIQUES

L'association **Traces de vie** mène deux projets d'ateliers vidéo, dans le cadre de partenariats avec l'Accueil Laghouat "Goutte d'or" et l'Ecole Normale Sociale - La Chapelle, dans le 18^e arrondissement de Paris, à travers leurs ateliers de savoirs sociolinguistiques à dominante alphabétisation. Ces ateliers sont ouverts aux femmes d'origines géographiques et culturelles diverses, qui résident dans ces quartiers ou ceux avoisinants et qui participent aux activités de ces deux associations. Plus de 300 femmes sont ainsi concernées.

Ce projet a pour ambition d'accompagner des femmes défavorisées vers l'insertion, à travers une démarche continue d'apprentissage de la langue française, dans la réalisation d'un film documentaire. "**L'écriture et le parler**" constituent les vecteurs conduisant les groupes à la réalisation de ce projet commun avec leur participation aux diverses phases de la fabrication du film, réalisé à partir de l'apport de chacune des participantes, avec elles et pour elles.

La Fondation Seligmann apporte son aide à ces projets et à leur pérennisa-

tion, par l'achat de matériels techniques : caméra professionnelle et accessoires.

FORMATION DE BÉNÉVOLES ASSOCIATIFS PORTEURS DE PROJETS D'ATELIERS D'APPRENTISSAGE SOCIOLINGUISTIQUES

Sur les territoires du Centre Essonne à Grigny et Viry-Châtillon, l'association "**Sous tous les toits du monde**" avec l'aide de la **MIPOP** (Maison de l'Innovation Pédagogique et de l'Orientation Professionnelle) a souhaité mettre en place un dispositif d'accompagnement d'un projet permettant la formation de bénévoles associatifs porteurs de projets d'ateliers d'Apprentissage Sociolinguistiques -ASL- afin que les parents puissent mieux s'engager dans la réussite scolaire de leurs enfants. En effet, les difficultés de maîtrise du français constituent un obstacle majeur à l'implication des parents dans le parcours scolaire de leur enfant.

Cette démarche de construction d'une culture commune, initiée par les actions d'apprentissages sociolinguistiques, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec d'autres associations de Grigny et Viry-Châtillon ainsi que le Comité de Liaison et de Promotion (CLP) des actions en direction des migrants et publics en difficultés.

La Fondation Seligmann apporte son soutien à cette démarche en prenant en charge les prestations de service pédagogiques - ASL - pour une quinzaine de bénévoles associatifs porteurs d'un projet d'atelier d'apprentissage du français dans des situations de la vie quotidienne, en cours ou à réaliser.

INITIATION AU JOURNALISME À DESTINATION DU JEUNE PUBLIC DE PRIMO-ARRIVANTS, EN COLLÈGES ET LYCÉES

L'association de journalistes et photographes "Piges Academy" a mis en place, en liaison avec le rectorat de Paris pour des classes de FLer - Français Langue Ecrite renforcée- et les classes d'accueil pour primo-arrivants, une initiation au journalisme. Deux classes du Lycée Turquetil à Paris 11^{ème} arrondissement, une classe du Lycée Truffaut dans le 3^{ème} et une classe du Collège Charles Péguy dans le 19^{ème} la réalisent avec l'équipe pédagogique concernée. Mis en place pour le second semestre 2009-2010, encadré par un photographe et une journaliste, ce projet permet de mettre en pratique la langue française, en cours d'acquisition, en apprivoisant le territoire via le support concret d'un "journal de quartier", de s'ouvrir ainsi à la vie locale et à ses activités, ainsi que de découvrir l'univers de la presse et des médias, pour une meilleure intégration dans la société française.

La Fondation Seligmann apporte son aide à ce projet novateur en favorisant l'achat de matériels photo et l'impression des journaux.

ENCADREMENT D'ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES POUR ENFANTS EN DIFFICULTÉS SCOLAIRES

En difficultés scolaires, éloigné des différents centres d'animation du quartier, les habitants du quartier Kellermann (Keufer et Paul Bourget) dans le sud du 13^{ème} arrondissement de Paris, souffrent d'enclavement. L'association **AGIR a.b.c.d.** "Association Générale des Intervenants Retraités, Actions de Bénévoles pour la

Coopération et le Développement" sur Paris et petite couronne assure, sur l'année scolaire 2009-2010, la prise en charge de 24 enfants à la sortie de l' "école élémentaire des 44 Enfants d'Izieu". Les bénévoles les emmènent au centre d'animation de la Poterne des Peupliers pour leur permettre de participer à des activités pédagogiques et ludiques. Cette démarche participe au désenclavement du quartier et offre aux enfants concernés un soutien pédagogique et une ouverture sur le monde extérieur.

La Fondation Seligmann aide à l'achat de petits matériels et aux frais de transport des bénévoles.

DE L'ALPHABÉTISATION DES PARENTS À L'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ DES ENFANTS

Culture 2+ organise sur le temps scolaire des cours d'alphabétisation et de français langue étrangère pour les parents des enfants fréquentant les écoles du quartier La Chapelle, à Paris 18^{ème}. Un groupe "alphabétisation" de 15 personnes et deux groupes de "Français Langue Etrangère" (FLE) de 30 personnes, soit 45 parents, peuvent ainsi suivre des cours basés sur les écrits de l'école. Cela leur permet de parler, lire et écrire le français et, à terme, de suivre les apprentissages de leurs enfants et de mieux s'insérer dans la société.

La Fondation Seligmann intervient en s'inscrivant dans la durée, avec l'achat de matériels d'équipement informatiques et pédagogiques.

Tout au long de l'année scolaire 2009-2010, l'association Culture 2+ offre aux enfants de 7 à 9 ans -des classes de CE1 et CE2-, du quartier en situation de fragilité scolaire et sociale et n'ayant pas de suivi à la maison, des

chances de réussite scolaire égales à celles des autres enfants. Cet accompagnement à la scolarité se déroule trois soirs par semaine, il est effectué par l'intermédiaire de onze clubs "après l'école", animés par des enseignants. Cette action vise aussi l'implication des familles, la participation des parents constituant un axe important du projet.

La Fondation Seligmann intervient sur ce projet en permettant l'achat d'un abonnement à un journal pour enfants ("Mon Petit Quotidien") et l'acquisition d'outils pédagogiques pour les mallettes destinées aux différents clubs.

CAMPAGNE POUR UNE VÉRITABLE PROTECTION DES FEMMES ÉTRANGÈRES VICTIMES DE VIOLENCES

Depuis 6 ans, la **CIMADE** mène à Paris une action auprès des femmes étrangères victimes de violence, afin de les accompagner dans l'obtention ou le maintien d'un droit au séjour et de permettre leur prise en charge. En poursuite de cette action de terrain, ayant permis l'accompagnement de près de 1 800 femmes, la CIMADE lance une campagne de sensibilisation et d'interpellation afin d'amener les pouvoirs publics à s'engager à mieux

prendre en compte les violences liées au genre dans le traitement de la situation administrative des femmes migrantes et d'assurer aux femmes un accès inconditionnel à leurs droits. Une telle prise de position permettrait concrètement aux victimes de pouvoir porter plainte contre l'auteur des violences, d'être défendues par un avocat, d'être mise à l'abri, et ce, sans condition de séjour.

Afin d'atteindre cet objectif, il est apparu indispensable d'effectuer une campagne de sensibilisation de l'opinion, de faire de ce sujet de société, une préoccupation des pouvoirs publics et de mieux informer les acteurs sociaux. Cette campagne aura pour points d'orgue la participation aux manifestations autour de la journée des femmes le 8 mars 2010 ainsi qu'une intervention dans le cadre du Village associatif, sur le parvis de la Mairie de Paris, les 12 et 13 mars 2010.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la lutte de la Fondation Seligmann contre toutes les discriminations et inégalités. Aussi la Fondation s'engage-t-elle dans cette campagne, en aidant à la conception et à la fabrication des outils nécessaires : clip vidéo, affiche, plaquette juridique et site internet.

Prochain numéro d'Après-Demain LE SERVICE CIVIQUE

dirigé par **Bruno Fulda, Pasca Pérez et Guy Snanoudj**

à paraître en avril 2010

Exemple à suivre

Dans chaque numéro, nous vous proposons l'exemple d'une action collective qui a pour vocation de lutter contre le racisme et le communautarisme et d'apprendre à "vivre ensemble" dans la Cité laïque et républicaine.

A. D.

Sylvie MEYER DREUX

LE ROMAN D'AVENTURES DE LECTURE 2+

"Ils ne savent pas lire ! Ils ne lisent plus ! Ils n'ont pas le plaisir de lire !"

Ainsi pourrait-on souvent résumer les propos tenus sur la lecture à l'Ecole, de la sphère la plus proche, lors de discussions entre amis jusque dans des débats largement médiatisés en passant parfois, malheureusement, par des positions de professionnels du monde scolaire.

DU LISEUR AU LECTEUR

La référence aux dispositifs d'évaluations fait, dans ce cadre, souvent office de "preuve" venant alimenter des propos plus définitifs comme **"le niveau baisse !"** avec son corollaire fréquemment exprimé, la **"faute au collègue unique"** (sic) ! Si statistiques, travaux et recherches ont apporté suffisamment d'éléments¹ pour réfuter ces points de vue, ils n'en ont pas moins

ignoré les difficultés constatées, dès l'entrée en 6^{ème}, quant à la capacité d'une compréhension fine de textes et particulièrement de textes littéraires. Autrement dit, beaucoup d'élèves sont des **liseurs**, capables de déchiffrer voire même d'interroger les explicites de premier niveau (personnages principaux, lieux, actions principales...) le plus souvent pour répondre à des sollicitations fermées de type "questions-réponses".

Des liseurs, mais non des **lecteurs**, peu susceptibles d'interroger les implicites (faire des inférences, établir des relations entre personnages et moments, questionner les intentions de l'auteur...). D'où l'importance d'être exposé à des lectures multiples et variées ou, plus généralement, d'être familiarisé avec la culture écrite... Et le plus tôt possible, on le sait désormais !

PROXIMITÉ SPATIALE ET DISTANCE SOCIALE

On sait aussi que ce sont des élèves issus des milieux populaires et/ou défavorisés qui sont généralement éloignés de cette pratique culturelle. L'École, un des premiers piliers de la culture écrite, peut potentiellement véhiculer ces inégalités voire les enkyster ou les accentuer si, au-delà du constat -même précisément analysé² - elle ne s'interroge pas sur la nature de ces difficultés pour les traiter³, si elle ne favorise pas des situations engageant une véritable activité intellectuelle chez les élèves, pour développer et inscrire des pratiques culturelles, a fortiori littéraires... Et pourtant, les livres existent, dans les établissements scolaires de l'école primaire ("coins lecture" dans les classes, bibliothèques, centres de documentation à l'Elémentaire, espaces premiers livres dès la Maternelle).

Depuis une vingtaine d'années, l'introduction, dans les classes, de la vaste production de littérature de jeunesse, le plus souvent de qualité, s'est vue légitimée via les programmes de 2002 avec conjointement une abondante production de livres de didactique et de pratiques de l'enseignement de la littérature. Pourtant, cela n'a que peu métamorphosé la motivation du Lire chez les élèves, donnant encore toute légitimité à cette analyse : **"La proximité spatiale du livre n'abolit pas la distance sociale à la culture de l'écrit."** Il revient alors à l'École de s'interroger non seulement sur le maintien de l'exposition "quantitative" mais aussi sur la manière de l'offrir et de la valoriser.

LIRE HORS LES MURS !

Si le Lire peut être envisagé comme une fenêtre d'ouverture sur le monde, tout livre est lui-même porteur d'ou-

verture, de sa conception à son arrivée dans une classe. Les chemins parcourus sont divers, longs et le plus souvent ignorés de beaucoup d'élèves : qui l'écrit, qui l'illustre, qui le choisit, qui le fabrique et comment, qui le vend, qui en parle, où peut-il être "rencontré"... ? Que d'éléments qui dépassent les simples questions, qui poussent les portes d'une classe, qui entraînent à inscrire ce même livre hors des murs de l'École !

Depuis 2006, fort de ces différentes problématiques soulevées, un projet tente de prendre en compte ces nombreux paramètres. Au sein d'une association⁵ d'un quartier du 18^{ème} arrondissement de Paris dont les écoles sont toutes situées en Zone d'Education Prioritaire, différents partenaires du Livre (enseignants du 1^{er} degré, libraires, bibliothécaires) proposent un cadre général pour développer des situations génératrices de pratiques culturelles autour de la littérature. L'intention est dans le nom du projet : **Lecture 2+ !**

MONTRER, DONNER, PARTAGER

De la Petite Section de maternelle jusqu'au Cours Moyen 2^{ème} année, des livres d'une sélection de quatre titres par niveau sont distribués gratuitement dans des classes volontaires. Durant l'année scolaire, ces livres deviennent les supports de différentes activités qui convergent toutes vers une manifestation au mois de juin : un Salon du Livre dans un espace public du quartier, durant lequel les productions réalisées dans les classes à partir des livres sélectionnés côtoient des auteurs venant présenter et dédicacer leurs ouvrages. Les familles sont sollicitées pour s'associer à la préparation, à la publicité et surtout à la réussite de l'événement.

Le financement et l'organisation nécessitent des partenariats mettant en lien institution (Education Nationale), collectivités territoriales (Ville de Paris, mairie d'arrondissement, Conseil régional), conseils de quartier, bibliothèques municipales, fondations (Seligmann, S.O.F.I.A), "libraires militants" du quartier. Pour les élèves, la finalité du travail accompli autour des livres -"montrer à lire" à l'extérieur de la classe- peut être objet de motivation. De là à devenir réelle mobilisation, beaucoup d'étapes restent à franchir !

SIMPLES, FORTS ET "RÉSISTANTS"

Sous prétexte que certains élèves ont peu l'habitude des livres dans leur sphère familiale ou que la maîtrise du français est, pour d'autres, issus de milieux non francophones, incertaine et fragile, il est souvent d'usage de privilégier l'exposition à des œuvres dites "simples" ou "faciles". D'où l'importance d'introduire très tôt des œuvres à la fois proches des élèves mais avec suffisamment d'"épaisseur" pour pouvoir en dire quelque chose, des textes "résistants" qui posent problème et nécessitent de la réflexion pour comprendre, des textes "proliférants"⁶ qui suggèrent plusieurs interprétations et donc amènent la discussion. Des textes peut-être simples sur le plan narratif, mais forts, porteurs de significations, à partir desquels il est intéressant d'interroger progressivement certaines thématiques, certains procédés littéraires.

LES RECORDS DU PETIT CHAPERON ROUGE

Par ailleurs, la référence à de nombreuses œuvres du patrimoine, comme les contes, est très fréquente dans les créations contemporaines de

littérature de jeunesse voire même le tremplin vers de nouveaux textes "détournés ou dérivés" ("**Le petit chaperon rouge**" battant sans doute à lui seul tous les records !). Leur connaissance est donc incontournable pour entrer dans la compréhension de ces nouvelles œuvres et se les approprier. Or cette connivence nécessaire est parfois fragile : la seule exposition aux adaptations des œuvres patrimoniales via les films ou productions télévisuelles s'avère souvent insuffisante pour constituer une véritable référence. D'où l'importance de réactiver, d'introduire une véritable connaissance de ces œuvres.

C'est dans ce cadre que les enseignants et les libraires participant à **Lecture 2+**, échangent et confrontent leurs points de vue pour sélectionner les livres chaque année. Premier engagement d'adultes "lecteurs" qui doivent justifier leurs choix, prendre en compte les positions de chacun : difficile, côté enseignant, d'accepter un livre qu'on n'aime pas beaucoup mais que l'on sait source d'intérêt pour des élèves dont il faudra accepter les appréciations !

UN JOUR, IL Y VA SEUL...

Des bibliothécaires sont sollicités pour établir une mise en réseaux à partir des titres retenus, pour mettre en lien des sujets, des personnages mais aussi des textes "source" et des textes "dérivés" et inversement. Outre l'avantage d'étoffer les offres de lecture à partir de la sélection proposée, cette démarche participe d'une véritable formation littéraire.

Retrouver diverses informations lors de rendez-vous réguliers dans les bibliothèques de jeunesse de quartier pour découvrir et/ou travailler sur ces mises en réseaux inscrit la place du Lire dans

une autre dimension. Situation propice au possible dépassement de la simple motivation, pour engager la mobilisation des élèves. Et quel plaisir quand des élèves demandent à leurs parents de prendre une carte d'inscription, quand des élèves retournent seuls à la bibliothèque ! Le pari de **Lecture 2+** est dès lors en partie gagné !

UN ÉCRIVAIN N'EST PAS TOUJOURS UN MORT

Pour devenir lecteur, il faut ne pas se contenter de lire « une fois » une histoire, un livre, quelle que soit la pertinence des critères de choix. Délicat accueil du **“Il faut relire”** maintes fois prononcé, provoqué, réclamé aux élèves ! Deux entrées du dispositif de **Lecture 2+** déclinent des situations favorables à la reprise constante, aux allers-retours sur les livres et la lecture.

La rencontre avec des auteurs et illustrateurs de livres en est une. La rencontre avec un auteur rend vivante une notion d'auteur/illustrateur renvoyant, pour beaucoup d'élèves, à des noms écrits sur des couvertures ou à des “personnes mortes”. Elle est certes envisagée pour que les élèves inscrivent le livre dans un contexte comme objet d'une culture vivante, mais aussi comme possibilité d'une interrogation sur l'écriture, la création (possibilité d'entrer dans la genèse d'une œuvre, dans le “labeur” de la gestation...). D'où certains éléments exigés des classes participantes pour éviter tout effet de parachutage ou d'émotion voire d'“exotisme” : préparation de la venue par une recherche sur la connaissance de l'œuvre, de l'auteur, de la profession, contenus et modalités retenus pour la rencontre, analyse de l'événement et développement.

Dans ces conditions, il est fréquent de constater que des élèves des classes concernées demandent à reprendre certains livres, certains passages, à lire d'autres livres de l'auteur ou ceux évoqués lors de l'échange... Et s'accordent ainsi, dès la Maternelle, aux objectifs visés ! Bref, on ne lit pas que pour avoir une **“bonne note”** !

CHOCOLATS LITTÉRAIRES

La mise en place de **“Chocolats littéraires”** est la seconde de ces entrées. Des rencontres régulières entre classes -autour d'un chocolat chaud !- sont organisées pour **débattre**, les élèves ayant ensemble un “objet commun” par la connaissance des mêmes livres. Argumenter pour étayer des positions, formuler des objections, négocier des points de vue différents... Tout cela fait partie de la situation : expliquer, justifier en dépassant l'immédiateté, l'émotion, en prenant des indices dans le texte. Les débats ouvrent ainsi un espace de pensée et de parole où les élèves vont pouvoir mettre en mots des réflexions et des idées à partir des textes lus ou entendus.

Au-delà de l'inscription dans le temps, les élèves prennent conscience des “effets” des lectures faites et interrogées, quand ils deviennent peu à peu “passeurs” de ces transformations successives. Pour cela, au fur et à mesure des étapes du projet annuel, la production d'outils supports, témoins et vecteurs d'ouverture vers l'extérieur, contribue à l'analyse des activités menées, à leur ajustement ainsi qu'au maintien de la mobilisation. Un **journal** ainsi qu'une **émission radiophonique littéraire**⁷ rendent public, chaque mois, l'ensemble des activités produites, tout en participant de la découverte d'autres genres d'écriture (presse, écriture radiophonique),

objets culturels insuffisamment développés à l'École mais aussi porteurs de culture écrite.

Ces supports obligent à produire des écrits, **de l'écrit**, et à renforcer ainsi ce qui est mis en travail dans le Lire. Si l'écriture se joue autour d'une communication authentique avec l'autre, encore faut-il en connaître les ressorts, les difficultés, les richesses. La distribution du journal aux familles, dans les bibliothèques et les librairies du quartier, et l'écoute de l'émission, entretiennent cette intention et prolongent le travail personnel mené.

LIRE, C'EST RENCONTRER L'AUTRE

Le point d'orgue de cette mise en partage des lectures et écrits réalisés est donc bien le **Salon du livre** organisé en fin d'année. La présentation des différents livres "détournés, dérivés" produits dans les classes constitue le stand "**Editions L2+**". Le stand de la "**Ludothèque L2+**" présente des jeux littéraires construits avec les éléments retenus dans les livres de la sélection. Sur le stand "**Médias L2+**" sont organisés de nouveaux "**chocolats littéraires**" avec les visiteurs, grands et petits, sont projetées des œuvres filmées (roman transformé en comédie musicale ou en court métrage desquels les élèves sont devenus acteurs, metteurs en scène) ou des films de différentes séquences dans les classes ou lors de rencontres avec les auteurs, sont exposées les différentes phases de la production du journal littéraire.

Des élèves volontaires deviennent "lecteurs conseil" durant le Salon pour accueillir, présenter les différentes productions, expliquer le projet de l'année et participer à des échanges sur les livres, la lecture, le Lire... En devenant aussi "libraires conseil" sur le stand

des exposants ! La participation des familles et des habitants du quartier augmente chaque année, les livres se transformant en lien entre cultures, origines et sensibilités diverses et variées. Le Salon est un événement, une fête !

RELAIS ET TÉMOIN ENTRE ÉCOLIER ET CITOYEN

Les enseignants, eux-mêmes "passeurs du Lire", doivent alors modifier leur regard sur les élèves, face aux livres et à la lecture. Pourrait-on parler d'une "déscolarisation" des livres pour mieux les rendre objets d'apprentissage, celui de l'élève mais aussi celui du sujet, potentiel citoyen ? Peut-on dire que développer ainsi une culture de l'écrit chez **tous** les élèves permet à un maximum d'entre eux d'accéder à une culture non pas dominante mais ouverte sur le partage, la découverte d'autres cultures, la connaissance de soi et de l'autre ?

Sylvie MEYER DREUX

1. Entre autres : "**Maîtrise de la lecture : quel état des lieux ?**", *La lettre de l'éducation*, 2002 – Agnès Van Zanten (direct.), "**L'école, l'état des savoirs**", La découverte, 2000 – Julie Dupin, Dossier "**Priorité à la lecture**", "*Le Monde de l'éducation*", n° 320, 2003... etc.

2. Entre autres : Jacques Bernardin, "**Comment les enfants entrent dans la culture écrite**", Pédagogie Retz, 1997, Bernard Charlot, Elisabeth Bautier, Jean Yves Rochex, "**Ecole et savoir dans les banlieues et ailleurs**", Armand Colin, 1992 Elisabeth Bautier (direct.) ESCOL, "**Apprendre à l'école, Apprendre l'école**", *Chronique Sociale*, 2006... etc.

3. Entre autres : Stéphane Bonnéry, "**Comprendre l'échec scolaire**", La Dispute, 2007.

4. Jean Claude Chamboredon, Madeleine Lemaire, "**Proximité spatiale et distance sociale**", in *Revue française de sociologie*, vol. XI, 1970.

5. **Culture 2+**.

6. In Catherine Tauveron (direct.), "**Lire la littérature à l'école**", Hatier, 2002

7. **+2 Lecture, journal littéraire – Les petits buveurs d'encre** - Radio Clyde, <http://radio-clype.scola.ac-paris.fr/>



A LIRE

LA DERNIÈRE UTOPIE - Menaces sur l'universalisme

par **Caroline Fourest**
Editions Grasset

Ce livre fera l'objet d'une analyse plus approfondie dans un prochain numéro, mais nous tenons, dès maintenant, à conseiller à nos lecteurs de le lire sans attendre, car c'est un livre exceptionnel pour sa lucidité et pour sa connaissance des problèmes qui se posent à nous aujourd'hui.

LE SORCIER DE L'ÉLYSÉE - L'histoire secrète de Jacques Pilhan

par **François Bazin**
Editions Plon

Jacques Pilhan est une énigme. Joueur de Poker, il fait des petits boulots avant de comprendre que ce qui l'intéresse le plus c'est la communication. Sa chance sera d'avoir rencontré Ségala et d'avoir travaillé pour lui (il a participé à la conception de la fameuse "Force Tranquille"). Il se défend si bien qu'il monte sa propre agence de communication : "Temps public". Le jour où, après neuf mois d'attente François Mitterrand lui "a confié les pleins pouvoirs" est pour lui "une journée historique". Il sera pendant quatorze ans au service du pouvoir, de François Mitterrand à Jacques Chirac. Il a été le stratège secret de trois présidentielles toutes gagnantes. Il est très secret, il écoute, il ne parle pas, il sait tout, il voit les gouvernements se succéder.

De nombreuses personnalités (de Lionel Jospin à Alain Juppé, en passant par Michel Rocard, Bernard Tapie, ou Martine Aubry) l'ont consulté, et ont fait appel à ses conseils et à ses services. Il tirait les ficelles. Il a complètement révolutionné la communication politique en France. Les uns diront qu'il participait à l'abêtissement de l'idée républicaine. Les autres assureront qu'il fut l'image même de l'esprit démocratique triomphant. "Tous auront évidemment raison". Jacques Pilhan aurait certainement adoré que cette ambiguïté l'enserme pour toujours. C'est, sous une forme inattendue, un livre d'histoire de l'époque qu'il couvre.

UNE HISTOIRE ABRACADABRANTESQUE - Abécédaire de la V^{ème} République

par **Marie-France Lavarini** et **Jean-Yves Lhomeau**
Editions Calmann-Lévy

Sous la forme d'un abécédaire étonnant, Marie-France Lavarini et Jean-Yves Lhomeau revisitent tous les grands moments de la V^{ème} République à travers ses bons mots et ses phrases historiques.

C'est ainsi que l'on retrouve : l'au revoir de Valéry Giscard d'Estaing en 1981 ; Casse toi pauvre con de Nicolas Sarkozy ; la chienlit ou je vous ai compris du Général de Gaulle ; dégraisser le mammoth de Claude Allègre ; France d'en haut, France d'en bas de Jean-Pierre Raffarin ; je vous ai compris de De Gaulle. Un moment d'émotion avec Raymond Forni élu président de l'Assemblée Nationale qui n'est pas né français mais à qui "la France a tout donné". Encore des petites phrases décidément : monopole du cœur de Giscard d'Estaing ; ni-ni de François Mitterrand ; le paillason de Rama Yade ; le bruit à l'odeur de Jacques Chirac ; travailler plus pour gagner plus de Nicolas Sarkozy ; Vive le Québec libre de De Gaulle ; yeux dans les yeux de François Mitterrand et Jacques Chirac.

Les auteurs estiment que bien souvent la politique est affaire de mots. Un mot de trop ou un mot mal choisi peut faire vaciller un homme politique. Ce livre est une très intéressante histoire abracadabrante qui retrace la V^{ème} République.

HARCELE

par **Stéphane Tagliavacca**
Editions Edilivre.com

Ce témoignage aborde le grave problème du harcèlement, devenu monnaie courante dans le monde du travail.

A 26 ans, l'auteur, ancien champion de France de hockey sur glace, a mis un terme à sa carrière, pour intégrer l'hypermarché de Sallanches, comme chef de rayon. Si les débuts se sont déroulés sans histoire, Stéphane Tagliavacca a brusquement été la cible, de la part d'un supérieur, et après d'autres employés, de mesures vexatoires, de réflexions désobligeantes, de manipulations perverses et d'abus de confiance, avant d'être victime d'une rétrogradation. Syndiqué, il n'entend pas en rester là et porte plainte ainsi que sa collègue Danièle Etien, pour harcèlement moral. Deux responsables seront condamnés à 8 et 6 mois de prison avec sursis, peines confirmées en appel. L'un des deux prévenus condamnés s'est pourvu en cassation.

LES HEURES SOUTERRAINES

par **Delphine Le Vigan**
Editions J.-C. Lattès

Ce livre traite en parallèle l'histoire de Mathilde et Thibault qui ne se connaissent pas mais qui traversent tous deux une période difficile. Deux silhouettes qui pourraient se rencontrer, se percuter ou seulement se croiser.

Thibault se sépare de son amie et il erre dans la ville ; Mathilde, chaque jour, pointe, à la même heure, dans une entreprise où on ne l'attend plus car, depuis quelques mois, sans que rien n'ait été dit, sans raison objective, elle n'a plus aucun travail à faire. Mathilde subit le harcèlement de son supérieur hiérarchique, au point de se résoudre à démissionner.

C'est un roman vibrant et magnifique sur les violences d'un monde privé de douceur où l'on risque de se perdre, sans aucun but.



A LIRE

MAMAN, EST-CE QUE TA CHAMBRE TE PLAÎT ? Survivre en maison de retraite

par **William Réjault** avec la collaboration de **Christelle Bertrand**
Editions Privé

Ce livre nous interpelle. L'auteur a 33 ans. Il est infirmier et travaille dans une maison de retraite renommée de Paris. Il a failli mourir suite à une intoxication au monoxyde de carbone parce que le groupe qui l'emploie fait des économies au risque de sacrifier les personnes âgées qui le font vivre ainsi que le personnel.

Il nous raconte ce que subissent les résidents de cette maison de retraite pourtant réputée. Comment a-t-on pu en arriver là en France ?

Il a pu observer des violences physiques, psychiques, matérielles et financières, médicales, actives ou passives, privations de droits, etc. Il donne des exemples qui nous font froid dans le dos et il nous dit apprend même "comment tuer un vieux en dix leçons". La liste est longue : "en lui donnant certains aliments à manger, en l'obligeant à bouger, en lui imposant de la kiné, en l'habillant tous les matins avec les mêmes vêtements, en ne lui parlant pas", etc.

Mais certaines familles imposent la maison de retraite à leurs parents, vendent leurs biens et ne leur rendent pas visite. Deux exemples déchirants émaillent ces faits. Les personnes âgées se sentent abandonnées. Elles attendent tout simplement la mort dans cette maison de retraite qu'elles ne voulaient pas.

Une question se pose alors : quelle place réserve-t-on à la vieillesse dans notre société et dans nos propres vies ? Il y a des solutions. Il faut se donner les moyens de les appliquer. Il ne suffit pas d'avoir prolongé la vie de nos parents, avons-nous pensé à ce que nous allons en faire ? Il est urgent d'y réfléchir. Il faut que ce livre réveille les consciences.

BON DE COMMANDE

Après-
demain

Abonnements au Journal "Après-demain" :

- normal 1 an : 34 €	nombre :	x 34 € €
- tarif étudiants, syndicalistes ou groupés (5 et plus) : 26 €	nombre :	x 26 € €
- tarif étranger : 51 €	nombre :	x 51 € €
- tarif soutien : 54 €	nombre :	x 54 € €

Journal "Après-demain" :

Numéros commandés (nouveaux et anciens) :

Nombre total : au prix de 9 € l'unité €

Articles anciens numéros :

Titre des articles :

Dans le numéro :

Nombre d'articles : au prix de 6 € l'unité €

Montant total de la commande = €

Règlement à adresser à :

Après-demain - BP 458-07 - 75327 Paris Cedex 07

Accompagnez votre bon de commande d'un mandat administratif
ou d'un chèque n° sur

Vous recevrez une facture sous huitaine

Vous pouvez payer en ligne sur www.fondation-seligmann.org

Mes coordonnées :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Adresse e-mail :

Contactez-nous : fondation-seligmann@orange.fr

SÉLECTION D'APRÈS-DEMAIN



Livres

GEORGES PICQUART - Dreyfusard, proscrit, ministre

par **Christian Vigouroux** - Lauréat du Prix Seligmann 2009
Editions Dalloz-Sirey

Après-demain s'était déjà fait l'écho de ce livre remarquable dans son numéro 11. Nous tenons à rappeler ici les mérites de Georges Picquart.

Christian Vigouroux est conseiller d'Etat, professeur associé à l'Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines. Il a été notamment directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur en 1990 et du Garde des Sceaux en 1997. Il est l'auteur de "Déontologie des fonctions publiques", Dalloz, 2006.

Bien que l'histoire n'ait pas retenu le nom de Georges Picquart qui est pourtant l'un de ceux qui ont le plus contribué à faire établir l'innocence de Dreyfus, l'auteur a tenu à lui rendre hommage. Affecté à la tête des services secrets six mois après la condamnation de ce dernier, il s'aperçoit très vite que les documents qui ont permis d'établir sa culpabilité ne sont pas de la main du condamné. Son supérieur hiérarchique informé de sa découverte estime "qu'il est inutile de perdre son temps à se préoccuper du sort de ce juif". Le

lieutenant colonel Picquart scandalisé par cette réaction s'indigne et affirme qu'il ne gardera pas ce secret pour lui à une époque où les fonctionnaires sont paralysés par la peur de déplaire et la crainte de perdre leur place. Avec un courage incroyable, compte tenu des risques pour sa carrière, il va s'engager pour rétablir la vérité et deviendra le plus fervent défenseur de Dreyfus. Ses chefs, l'Etat major, les ministres jusqu'au Président de la République s'irritent de son comportement qu'ils prennent pour un entêtement orgueilleux. Fort de ses certitudes, ce fonctionnaire courageux et intègre qui connaît l'exactitude des faits ne renoncera pas, malgré les pressions qu'il subit.

L'IRONIE DU SORT

Ambitieux, déterminé, stratège, laïc, secret, mélomane, polyglotte, curieux de tout, ironique, rejetant les réflexes antisémites que son milieu lui avait légués, mais aussi hautain, égocentrique et rancunier, Picquart reste une figure significative de celles que la III^{ème} République a su pro-

duire pour construire un Etat de droit.

Sa carrière est néanmoins brisée. Dans un premier temps il sera exilé, puis banni de l'armée pendant dix ans. Emprisonné pendant un an, sans jugement, il ne cède toujours pas et il lutte sans répit pour sa réintégration dans l'armée et la réhabilitation de Dreyfus par un retournement saisissant qui soulève l'indignation des anti-Dreyfusards, il deviendra ministre de la guerre de Clemenceau.

Ce livre est un hommage à cet officier qui eut le courage de prendre la parole pour faire prévaloir la vérité. Il nous montre qu'il est toujours possible, quand on est courageux de ne pas subir les pressions et de faire éclater la vérité. Malgré l'exil, le bannissement de l'armée pendant dix ans, l'emprisonnement pendant un an, il est resté l'un des principaux défenseurs de Dreyfus abandonné de tous. Que son courage serve d'exemple à tous ceux qui pourraient être amenés à choisir entre leur carrière et leur conscience.

Denise JUMONTIER

Dans chaque numéro : le dossier facile à classer, méthodique et objectif d'un sujet actuel, politique, économique ou social, conçu pour aider ceux qui veulent comprendre les problèmes contemporains (bibliothèques - services de documentation) et ceux qui ont la charge de les expliquer : enseignants, éducateurs, syndicalistes, animateurs de groupes...

Après-demain n'est pas vendu dans les kiosques, mais seulement dans quelques librairies, il faut le commander ou s'abonner. Les numéros déjà parus et non épuisés sont encore en vente. Retrouvez-les, avec les collections reliées des numéros par année, sur le site www.fondation-seligmann.org

Numéros parus en 2008

- N° 5 (NF)** La formation du citoyen
- N° 6 (NF)** France 2008, terre inhospitalière
- N° 7 (NF)** La loi, génératrice d'égalité et d'inégalités
- N° 8 (NF)** France, terre inégalitaire. Droits à défendre, droits à conquérir

Numéros parus en 2009

- N° 9 (NF)** Le rôle des parents - responsables, démissionnaires, dépassés ?
- N° 10 (NF)** L'alcoolisme : un fléau évitable
- N° 11 (NF)** Se loger, un privilège
- N° 12 (NF)** La santé publique : enjeux, évolutions, solutions

Bon de commande page 50

Achetez les collections reliées de nos numéros

(Numéros ancienne formule parus avant 2007)

2003 La jeunesse entre éducation et répression
L'Afrique aujourd'hui
Vie République ?
La guerre au XXI^e siècle
Gestion des âges et retraites
Le libéralisme économique à l'épreuve des faits

2004 Lobbying, communication d'influence et démocratie
Les frontières de l'Europe
Démocratiser la mondialisation
Communication et citoyenneté
La réforme de l'assurance-maladie
Une France sécuritaire ?

2005 Les discriminations
Travail et droits de l'homme
Immigration et idées reçues
Développement durable :
stratégie et communication

2006 Francophonie et diversité culturelle
Euro-méditerranée : enjeux et défis
Europe : sociale, civique, solidaire

Collection Nouvelle Formule (NF)

2007 • Le statut des femmes
dans le monde N°s 1, 2 et 3
et • L'identité française

2008 • La formation du citoyen
• France 2008, terre inhospitalière
• La loi, génératrice d'égalité et d'inégalités
• France, terre inégalitaire. Droits
à défendre, droits à conquérir

Les collections 1970 - 1975 - 1978 - 1979 - 1980 - 1983 - 1984 - 1986 - 1987 - 1989 - 1993 sont épuisées

Abonnement annuel ordinaire* : 34 € • Étudiants, syndicalistes et groupés (5 et plus) : 26 €
• Encouragement 54 € • Étranger 51 €

Prix du numéro* : France : 9 €. Étranger : 11 €

Collections reliées des numéros par année avant 2007 au tarif de 34 €

Collection reliée des années 2007-2008 au tarif de 60 €

Païement par chèque bancaire ou par virement à l'ordre de :

Fondation Seligmann - Journal Après-demain
Organe de la Fondation Seligmann - BP 458-07 - 75327 Paris Cedex 07
Siret 493 754 246 00012 - APE 9499 Z

Païement en ligne sur le site de la Fondation Seligmann
www.fondation-seligmann.org - <http://www.fondation-seligmann.org>

* Remise libraire : 10% - TVA non applicable (Art. 293 B du CGI)